

INPRECOR

**correspondance
de presse
internationale**



espagne: liberté pour les prisonniers politiques

°COREE DU SUD : Contre la dictature de Park ! ° ESPAGNE : Liberté pour les prisonniers politiques ! ° CHILI : L'instable stabilité de la junte ° BRESIL : La dictature change-t-elle de cap ? , par Ruy Mariano ° ISRAEL : Un an après le tremblement de terre, par M. Warchawsky ° INDE : De la crise à la catastrophe, par Pierre Dupont ° DANEMARK : 37.000 ouvriers en procès ! ° SUISSE : Non à la xénophobie !

Bimensuel N° 11 31 octobre 1974 FB : 25 FF : 2.50 FS : 2.50

CONTRE LA DICTATURE PARK !



Depuis la fin du mois de septembre, les manifestations ouvertes d'opposition à la dictature sanglante de Park Chung Hee ont repris en Corée du Sud. Le mouvement étudiant a relevé la tête, résistant à plusieurs reprises aux charges de police, comme les 10, 14 et 15 octobre. Le 5 octobre, vingt mille catholiques sud-coréens (dont 13 évêques) ont transformé une "réunion de prière" en manifestation anti-gouvernementale. Et les mouvements ne touchent pas seulement la capitale -- Seoul -- mais aussi les villes de province comme Pusan, Kwangju ou Inchou. Tous agissent pour l'obtention d'une nouvelle constitution et la libération des nombreux prisonniers politiques souvent condamnés à de très lourdes peines, y compris la peine de mort.

Cette relance des manifestations fait suite à l'abrogation par Park des deux décrets les plus répressifs institués en 1974. Le premier, institué le 8 janvier, qui interdisait toute critique (même verbale) de la constitution sous peine de condamnation à quinze ans de prison, le second, qui menaçait de mort toute personne liée au mouvement étudiant interdit (la Fédération Nationale des Jeunes et Etudiants Démocrates). Elle montre la vigueur de l'opposition -- pourtant très durement frappée par la répression -- et manifeste la profondeur de la crise du régime sud-coréen.

En effet, depuis le coup d'Etat qui l'a amené au pouvoir en 1961, Park a systématiquement mis en place les éléments d'une dictature d'une rare brutalité fondée sur l'armée et la CIA sud-coréenne. Il imposa une réforme de la constitution en 1969. Il se fait -- frauduleusement -- élire Président en 1971; proclame l'état d'urgence en décembre 1971, puis la loi martiale en octobre 1972. En novembre de cette année une nouvelle constitution lui donne des pouvoirs autocratiques. Le 8 août 1973, il fait enlever, à Tokyo, par la CIA sud-coréenne, le principal dirigeant de l'opposition libérale, Kim Dae Jung. Enfin, début 1974, il prend les deux décrets qui visent à étouffer toute possibilité d'action à cette opposition. Au nom de

(à suivre page 31)

INPRECOR 12/14 rue de la Buanderie - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale
Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS : 1 an - 25 exemplaires : FF 50, FS 35, FB 400, \$ canadien 10. Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$ 18 pour un an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf pour la France) : Gisela Scholtz - Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte courant N° 210 - 0320173 - 28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS/France

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES!

Saragosse, Martutene, Basauri, Pampelune, Carabanchel, Ségovie... Les prisonniers politiques des différents pénitenciers de l'Etat espagnol sont en lutte. Si toute lutte, sous la brutale dictature franquiste, suppose une détermination et une combativité intenses, dans les conditions dramatiques imposées aux prisonniers dans les geôles de Franco, cette détermination et cette combativité deviennent héroïsme. Ce sont les mêmes camarades qui après avoir durement combattu quand ils étaient en liberté, continuent, sur le front que constitue la prison, leur lutte, notre lutte, la lutte des masses contre l'exploitation et l'oppression.

Mais le succès de leur lutte dépend de l'appui extérieur que nous sommes capables d'apporter, pour rompre l'isolement criminel que la dictature prétend leur imposer. Ainsi, tous les

camarades qui sont en grève de la faim ont immédiatement été enfermés dans les sinistres "cellules de châtimement", où ils poursuivent leur action, dans des conditions dramatiques. Leurs revendications font partie de notre combat, du combat de la classe ouvrière et de tous les opprimés. Dans chacune de nos luttes, dans les assemblées d'usines, à l'université, dans les quartiers, les revendications des prisonniers politiques doivent figurer avec les revendications spécifiques.

Nous reproduisons ci-dessous deux textes des prisonniers politiques eux-mêmes où ils expliquent leur situation et les raisons de leur combat. Ces deux textes, ainsi qu'un troisième, ont été publiés sous forme de brochure en français et en espagnol, et peuvent être obtenus auprès de ROUGE, 10 Impasse Guéménée, 75004 - PARIS/ France.

1. la situation dans les prisons franquistes

La dictature n'a cessé, durant toute son existence, de prouver son caractère tyrannique et répressif. Affrontée à la classe ouvrière, aux lycéens, aux étudiants (dernièrement avec la loi de sélection et de l'enseignement), aux médecins et professeurs, aux secteurs paysans et populaires et aux nationalités de l'Etat espagnol, opprimées par le centralisme, elle n'a trouvé d'autre réponse que la répression; les prisons, les assassinats, les tribunaux militaires, la garde civile et la brigade politico-sociale. Un régime exploiteur, sans libertés politiques, dominé par une oligarchie réactionnaire qui a imposé une terreur systématique pour se maintenir au pouvoir.

Dans ce contexte répressif, ces dernières années, la dictature a inauguré une nouvelle salle du Tribunal d'Ordre Public, pour accentuer la persécution des "délits" sociaux-politiques; les séances du Conseil de Guerre sont devenues quotidiennes, avec des condamnations qui vont de 20 à 40 ans; on a inauguré deux nouvelles prisons pour les prisonniers politiques (Saragosse et Pontevedra); on a assassiné des ouvriers qui manifestaient (récemment encore à Carmona, pour réclamer de l'eau), des révolutionnaires basques et même "l'également" Salvador Puig Antich. La répression s'est manifestée, d'autre part, avec les licenciements de travailleurs dans les usines et les chantiers, le renvoi de professeurs et d'étudiants dans les universités et les instituts. Nous devons mentionner tout particulièrement la répression qui s'abat sur Euskadi, occupé militairement, (y compris par douze navires de guerre), avec des centaines de détenus, des tortures, des jugements, des contrôles policiers et où la garde civile se livre désormais à une chasse à l'homme effrénée.

Le caractère répressif de la dictature s'étend aussi aux prisons, en créant pour les prisonniers politiques un mode de vie totalement

primitif. Toute la vague de lutte enregistrée depuis l'été dernier dans les prisons (grèves de la faim, révoltes...) a été marquée par la lutte des prisonniers politiques contre le régime d'inquisition imposé par la DGP (Dirección General de prisiones -- Direction Générale des Prisons). Les dernières luttes, impulsées par les camarades de Saragosse qui se sont mis en grève de la faim, par ceux de Martutene (à San Sebastian) avant un transfert nocturne sans aucune garantie de sécurité ni aucune précision sur où on les emmenait et pourquoi; par ceux de la prison de Basauri, devant la mise en liberté de leurs camarades, afin qu'ils soient repris par la police, torturés pendant cinq jours, avant de retourner en prison, en sont un exemple.

Nous allons faire un bref compte-rendu des conditions de vie des prisonniers politiques.

° Un point fondamental, c'est la dispersion des prisonniers politiques dans les différents pénitenciers de la péninsule. Il existe, en plus des prisons provinciales de prévention, douze prisons dans lesquelles sont répartis les prisonniers politiques. A Caceres, Cartagène et Cordoue se trouvent ceux du procès de Burgos, isolés de leurs autres camarades et soumis à des conditions particulièrement pénibles. Cartagène est une prison pour "irréductibles" et Cordoue pour les délits avec effusion de sang. Les autres prisonniers politiques sont répartis en neuf prisons (Soria, Ségovie, Jaen, Lerida, Palencia, Saragosse, Pontevedra), la prison de Zamora étant réservée au clergé et celle de Alcala de Henarès aux camarades femmes détenues. Le but unique de cette dispersion c'est d'éviter les concentrations pour empêcher les ripostes généralisées aux injustices commises dans les prisons.

° L'autre aspect le plus important, c'est la censure et le viol des communications. Il existe une censure sur les périodiques, les revues et les livres en libre circulation dans le pays. La presse quotidienne dans plusieurs prisons est sélectionnée, ou complètement suspendue. Il existe de plus en plus un "index inquisitorial" de publications interdites. Ce sont notamment les revues Cuadernos para el Dialogo, Triunfo, Mundo Social...

° Les communications, tant orales qu'écrites, sont réduites au parent du premier degré. Les communications sont violées par des fonctionnaires, ce qui devient insupportable. Certains directeurs de prison, quand on leur demande un allègement de ces conditions, n'ont pas honte d'avouer que, lorsqu'on nous condamne, on condamne aussi "logiquement" nos femmes et nos enfants, nos parents et nos amis. L'usage des langues catalane, galicienne et basque est rigoureusement interdit. A la direction des prisons et aux responsables de la censure il est recommandé d'ajouter aux raisons politiques de la censure, l'intégrisme religieux de certains prêtres.

° Quant au chapitre des conditions sanitaires, d'hygiène, d'alimentation, nous dirons qu'il est conforme aux caractéristiques générales. La santé se réduit à une vaccination anti-typhus et anti-variolique pour éviter des épidémies dans les centres pénitentiaires. L'assistance médicale est déficiente : avec un seul médecin par prison qui doit parfois assister en une heure plusieurs dizaines de patients. Dans pratiquement aucune prison il n'y a de dentiste, d'occuliste, de sorte que les cas qui requièrent une attention particulière deviennent particulièrement graves. L'hôpital général pénitentiaire, le seul qui puisse accueillir des détenus est tout petit, manque de lits, d'assistance post-opératoire, qui varie selon la situation financière des malades. Les soins doivent souvent être couverts par les prisonniers. L'allocation est de 35 pesetas par jour et par détenu (environ 22 FB, 2,50 FF, 2 FS), ce qui, une fois déduits les frais généraux de lumière, de nettoyage... et les effets de l'inflation, donne comme résultat une nourriture pauvre et déficiente en protéines et vitamines, sans verdure ni fruits, à base d'eau et de féculents. Ce qui produit, à moyen terme, l'apparition fréquente de maladies.

° Le système de classification des détenus par degré de "danger", la remise de peine en fonction du travail et la liberté conditionnelle sont appliqués comme moyens de chantage et de répression. La réduction de peine suppose l'accomplissement de deux jours de travail pour trois de condamnation, de sorte que trois ans de peine puissent être payés par deux ans de travail. La liberté sous condition signifie l'accomplissement du dernier quart de la peine sous contrôle administratif. Toutes ces formes de diminution de peine sont subordonnées au "bon comportement du prisonnier" et, de plus, à ce qu'il "offre des garanties de mener une vie honnête en liberté". Comme le prisonnier politique ne restera pas passif devant les injustices de la prison et n'abandonnera pas la lutte contre la dictature, il sera privé de ces mesures susceptibles d'alléger un tant soit peu les monstrueuses condamnations.

° La vie en prison est particulièrement pénible. Les cellules sont mal conditionnées. On y souffre de la chaleur en été, de températures en dessous de zéro en hiver; les toilettes sont dans les cellules, ce qui produit de mauvaises odeurs, empirées, ce qui est fréquent, par les restrictions d'eau. Les cours, de dimensions réduites, servent à plus d'une cinquantaine de prisonniers politiques. Le droit à l'intimité personnelle et familiale est sans cesse violé par les censures, les interventions, les surveillances. Les châtiments en cellules spéciales sont fréquents et infligés pour des raisons mineures. Cette situation empire encore avec les directions des prisons transgressant leur propre règlement, pour réprimer, créant des conditions de châtiments

infra-humaines : la plupart du temps, elles interdisent les sorties de la cellule, elles retirent le matelas et le lit, elles interdisent de fumer et de lire...

Les prisons ont en plus des ateliers pénitentiaires qui sont censés réhabiliter les personnes par le travail et contribuer aux réductions des peines par le système déjà évoqué plus haut. En vérité, les ateliers se transforment en véritables usines d'exploitation et de travail obligatoire, où les salaires n'atteignent pas le minimum, où la discipline est draconienne, la moindre faute ou la moindre erreur étant passible des cellules de châtiement, du cachot. Le travail s'effectue sans aucune mesure de sécurité : les accidents y sont fréquents comme le montre l'incendie d'un atelier qui a provoqué la mort de douze personnes à la prison de Alcalá.

C'est contre cette situation que nous luttons. Contre la dispersion, la censure, la discrimination, l'interdiction des langues d'origine, le cachot, les mauvais traitements. En un mot, contre la répression dans les prisons.

Dans cette lutte, nous demandons la solidarité active. Nous demandons que tous les sec-teurs attachés aux libertés démocratiques et au socialisme, au développement propre de la Catalogne, de la Galice, d'Euskadi, contribuent par leurs moyens au combat commun contre les méfaits du régime franquiste dans les prisons. Nous combattons la répression où elle se manifeste. Aucune provocation de la dictature (condamnations, licenciements, assassinats, punitions dans les prisons) ne doit rester sans riposte.

Enfin, tant les caractéristiques générales de la

2. pourquoi nous faisons la grève de la faim

Le mois dernier, les prisonniers politiques des prisons de Saragosse, Bilbao (Basauri), San Sebastian (Martutene), Pampelune et aujourd'hui Madrid (Carabanchel) se sont mis en grève de la faim contre la répression imposée par la dictature dans les prisons :

° SARAGOSSE : des conditions de vie inhumaines avec un régime militaire et un régime intérieur particulièrement durs;

° BASAURI, où trois camarades ont été livrés par le directeur de la prison, avec la compli-

répression que celles, particulières, des prisons, ne font que démontrer la faiblesse d'un régime dictatorial, sans aucune base sociale, qui a transformé le pays en camp de concentration, où toute revendication ou idée de progrès est persécutée et interdite. Les moments que traverse le régime sont très difficiles. Non seulement il est confronté à une recrudescence spectaculaire des luttes de classe, mais encore il assiste à l'agonie de Franco, dictateur pendant 35 ans, et prépare à la hâte la perpétuation du statut établi à travers la monarchie juancarliste. Il prétend en vain maintenir le système fondé sur l'absence de liberté, la soumission des nationalités, l'exploitation capitaliste, les prisons et l'exil, avec un roi à la place de Franco.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour l'obtention d'une amnistie, pour la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés, afin d'en finir, une fois pour toutes, avec la dictature.

Octobre 1974

Les prisonniers politiques de la prison de Ségovie, appartenant à l'ETA, le PCE, la LCR-ETA(VI) les FAC, et trois indépendants (1)

- (1) ETA - Organisation nationaliste basque
PCE - Partido Comunista Espanol, Parti Communiste Espagnol
LCR-ETA (VI) - Liga Comunista Revolucionaria - ETA (VI), organisation sympathisante de la IVème Internationale en Espagne
FAC - Forces D'Alibérement de Catalunya -- Forces de Libération de Catalogne.

cité du juge, à la Brigade sociale, pour qu'ils soient torturés cinq jours durant dans un commissariat avant de retourner en prison.

MARTUTENE, avec des conditions de vie totalement répressives, où vingt camarades ont été tirés des cellules, à trois heures du matin, nus, sous la menace des mitraillettes, sans savoir où et pourquoi on les emmenait.

° PAMPELUNE, dans des conditions analogues aux autres prisons et en solidarité avec Saragosse.

° MADRID, contre la division des prisonniers politiques en différentes galeries et l'isolement de certains détenus comme Antonio Duran.

A. cette liste de luttes, nous, prisonniers politiques de Ségovie, appartenant aux organisations ETA, FAC, LCR-ETA (VI), PCE et indépendants, nous voulons ajouter notre grève de la faim. Pour les revendications générales et en solidarité avec les prisonniers politiques :

- (1) Rassemblement de tous les prisonniers poli-

tiques. Contre la dispersion brutale que subissent les camarades du procès de Burgos.

(2) L'application automatique de la liberté sous condition à partir du tribunal ! Non à l'augmentation des peines par voie administrative !

(3) Suppression de la censure dans les communications orales et écrites ! Non à l'intervention des fonctionnaires ! Respect de l'intégrité familiale et personnelle !

(4) Libre entrée des livres, revues et quotidiens en circulation légale dans le pays.

(5) Aucune sanction !

(6) Mise en vigueur d'un statut pour les prisonniers politiques.

Nous étendrons notre action à la solidarité avec tous les camarades au cachot pour leurs revendications et contre la répression en général. Contre les assassinats de la Garde Civile et des Brigades Spéciales contre la tyrannie franquiste et sa tentative de se prolonger à travers la monarchie de Juan Carlos. Nous nous sentons profondément solidaires des ouvriers en grève de General Electrica, Hispano Ollivetti, Fasa Renault... qui ouvrent, avec leurs justes revendications contre les capitalistes et la dictature, un avenir de liberté et de progrès aux peuples de l'Etat espagnol.

Nous appelons tous les travailleurs, les étudiants, les universitaires, les médecins et

avocats, les collègues professionnels et tous les secteurs aujourd'hui opprimés par la dictature, à la solidarité avec les prisonniers politiques, à la lutte contre la répression dans les prisons, contre la répression dans la rue, contre la dictature. Solidarité active de tous les travailleurs et de tous les peuples.

POUR LES DROITS D'ASSOCIATION, DE GREVE ET DE MANIFESTATIONS !

POUR LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES ET LE RETOUR DES EXILES, AMNISTIE !

POUR LA DISSOLUTION DES CORPS REPRESSIFS !

POUR LA LIBERTE DES PEUPLES CATALAN, GALICIEN ET BASQUE ECRASES PAR LE CENTRALISME FRANQUISTE !

A BAS LA DICTATURE .

Fait dans la prison de Ségovie par les prisonniers politiques appartenant aux organisations ETA, FAC, LCR-ETA (VI), PCE et indépendants.
Le 6 octobre 1974

déclaration du S.U. de la IVème Internationale

MIGUEL ENRIQUEZ

Les bourreaux de la junte militaire de Santiago ont assassiné le camarade Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR. La camarade Carmen Castillo, qui était avec lui lors de l'assaut des sbires de Pinochet, a été sérieusement blessée et se trouve maintenant sous les coups de la répression.

La disparition du camarade Enriquez est une lourde perte pour le MIR et pour le mouvement révolutionnaire d'Amérique Latine. Il avait donné une contribution essentielle à la formation de son mouvement et à son développement à partir du congrès de 1967 lorsqu'il devint secrétaire général. Il s'efforça de créer une organisation de combat se revendiquant avant tout de l'expérience de la révolution cubaine et de la lutte héroïque de Che Guevara.

Miguel Enriquez est mort au combat et son sacrifice est un témoignage de l'esprit combattif de l'avant-garde révolutionnaire chilienne qui repousse tout compromis avec la dictature et est prête à affronter les batailles les plus dures. Ses déclarations après le coup d'Etat n'ont jamais affecté un optimisme conventionnel; elles ont, au contraire, mis l'accent sur

les difficultés énormes qui attendaient et qui attendent les révolutionnaires et tous les militants du mouvement ouvrier. Elles révélaient en même temps une conscience lucide des problèmes politiques ardues qui se posaient à son parti et à la gauche révolutionnaire, d'une part face à la répression brutale et à l'extermination de si nombreux cadres et militants, d'autre part face aux pressions exercées par les réformistes du PS et du PC qui n'ont rien appris de l'expérience tragique du 11 septembre 1973.

Le nom de Miguel Enriquez s'inscrit sur la liste des martyrs de la révolution latino-américaine et mondiale. Son sacrifice sera un exemple pour les nouvelles générations qui continuent son combat, le combat de Che Guevara et de tous les martyrs du mouvement ouvrier, du Mexique à l'Argentine, de la Bolivie au Guatemala.

La IVème Internationale participe au deuil des militants du MIR et s'engage à continuer le combat contre les bourreaux d'Enriquez, leurs alliés et leurs patrons dans le monde.

SOLIDARITE MILITANTE AVEC LE MIR !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE LATINO-AMERICAINE !

8 octobre 1974

l'instable stabilité



de la junte

Nous reproduisons ci-dessous une interview d'un membre dirigeant, au Chili, de la Liga Comunista, sur la situation politique actuelle. La LC chilienne est une organisation marxiste révolutionnaire qui entretient des relations fraternelles avec la IVème Internationale. Elle s'est formée peu avant le coup d'Etat de septembre 1973 et a tenu son premier congrès à l'intérieur du Chili, il y a quelques mois.

INPRECOR



INPRECOR. - Depuis le renversement du gouvernement d'Unité Populaire, plus d'un an s'est écoulé. Le 11 septembre dernier, alors que la Junte militaire "célébrait" son premier anniversaire, Pinochet, dans un discours à destination de l'étranger parlait de mesures "libérales". Y-a-t-il des éléments concrets de la situation allant dans ce sens ?

REPONSE. - Aucun. Les déclarations faites par Pinochet après un an de dictature sanglan-

te ne sont rien de plus qu'une farce sinistre. Pas un seul prisonnier politique n'a pu quitter jusqu'alors les nombreux camps de concentration installés depuis un an. D'autre part, l'abolition de l'Etat de guerre interne et son remplacement par l'Etat de siège pour la défense interne ne signifie rien d'autre que le maintien de la situation existante; les militaires ont exactement le même pouvoir, les mêmes prérogatives. Le couvre-feu est maintenu -- non pas qu'il soit indispensable pour mener à bien la répression, mais il a pour fonction de maintenir latent un état de terreur collective.

Les coups de feu sans justification tirés chaque nuit, les coups de freins brusques des véhicules militaires dans les poblaciones face à telle ou telle maison alors que seuls ceux-ci sont autorisés à circuler, ont le même objectif.

En fait, nous assistons à une nouvelle vague de perquisitions massives. Presque chaque nuit les militaires encerclent une "poblacion" et arrêtent entre mille et deux mille personnes. Il y a de très fréquentes razzias dans les salles de cinéma. Très souvent, certai-

nes rues sont bloquées complètement pour contrôler l'identité de tous ceux qui circulent.

Une répression plus sélective contre les organisations révolutionnaires et de gauche se poursuit parallèlement. Chaque jour, pour un nombre croissant de militants, la torture signifie la mort.

Les juges continuent à s'opposer à l'Habeas Corpus lorsque disparaît quelqu'un aux mains des bourreaux des services de renseignements militaires.

Les droits syndicaux, politiques, démocratiques continuent à être totalement niés.

En définitive rien n'est changé et il n'y a aucun symptôme indiquant une évolution quelconque des méthodes de la dictature par la volonté de ceux qui la composent.

INPRECOR. - Pourquoi la dictature ne peut-elle ou ne veut pas -- malgré toutes les pressions externes et internes, faire la moindre concession, la moindre ouverture ?

REPONSE. - N'importe quelle brèche, aussi minime soit-elle, dans le système de domination par la terreur existant actuellement, serait utilisée immédiatement par les masses pour concrétiser un processus très rapide de réorganisation et développement des luttes.

La dictature en est profondément consciente. Le prolétariat et les masses populaires chiliennes ont une grande tradition de lutte et de combativité. La défaite du 11 septembre 1973, la répression sauvage qui s'en est suivie n'ont pas effacé cela.

La dictature n'a pas la stabilité politique nécessaire pour faire face à la situation avec d'autres moyens que ceux résultant de la terreur massive et sanglante.

Et ce, parcequ'elle a aujourd'hui perdu une grande part de la base sociale dont elle disposait au lendemain du coup d'Etat. La politique économique n'a pas seulement affecté directement les masses populaires, mais également la petite-bourgeoisie et même certains secteurs de la bourgeoisie. La diminution considérable du pouvoir d'achat d'une bonne partie de la population, les dévaluations successives de l'escudo et l'augmentation en conséquence des prix des produits importés, l'élévation des taux d'intérêt, etc., ont conduit un grand nombre de commerçants, de petites et moyennes industries à la faillite. Les fonctionnaires publics, les employés et cadres du secteur privé sont licenciés par milliers et les salaires de ceux qui peuvent travailler sont dérisoires.

Le malaise croissant de ces secteurs sociaux s'exprime politiquement par la rupture des relations entre la dictature d'une part et les secteurs les plus réactionnaires de la démocratie-chrétienne (Frei, Alwyn), ainsi que d'autres groupements politiques bourgeois d'autre part. Cela a réduit considérablement les possibilités de manœuvre de la dictature.

C'est seulement par la poursuite de sa politique de massacres, de tortures aveugles, d'écrasement de toute velléité d'opposition, que la junte peut espérer réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés.

INPRECOR. - Quel est le projet de la junte et quelle possibilité a-t-elle de le réaliser ?

REPONSE. - La dictature veut consolider le système d'exploitation capitaliste au Chili sur de nouvelles bases.

Au niveau politique, elle cherche à "dépolitiser" la société. Le projet de nouvelle constitution va dans ce sens. Il vise à remplacer la forme traditionnelle d'Etat bourgeois "démocratique" par une structure corporatiste.

Au niveau économique elle tente de développer un processus semblable à celui développé par les militaires brésiliens depuis leur coup d'Etat contre Goulart en 1964.

L'identification des militaires chiliens avec leurs collègues brésiliens est totale. Les responsables actuels de la politique économique ne perdent jamais une occasion de le rappeler.

Leur plan correspond clairement aux intérêts du grand capital, surtout nord-américain, mais aussi européen et à ceux des secteurs de la bourgeoisie chilienne qui leur sont intimement liés.

En baissant de façon considérable le pouvoir d'achat des masses, en créant une énorme armée de réserve de chômeurs (700.000 actuellement, soit 20% de la population active), en menant donc à une crise d'une gravité sans précédent les secteurs de la petite, moyenne et même grande bourgeoisie dont les intérêts sont liés au développement du marché intérieur, la dictature prétend créer un pôle dynamique de développement capitaliste grâce au développement d'une industrie de biens de consommation durables destinés, pour l'essentiel, au marché extérieur.

Ce projet va à l'échec total. Les caractéristiques propres du développement de l'économie chilienne et la manière dont, historiquement, elle est liée au marché mondial capitaliste font, qu'au Chili, ne se trouvent réunies aucune des conditions spécifiques qui ont per-

mis le soit-disant "miracle brésilien".

De plus, des facteurs conjoncturels s'opposent également à la réalisation d'un tel projet. Le système capitaliste mondial est entré dans une période de crise aiguë dont les effets sont chaque jour plus visibles dans les métropoles impérialistes. Dans le cadre d'une concurrence exacerbée ils ont de plus en plus de difficulté à placer leurs produits sur des marchés déjà saturés.

Les solutions transitoires de type brésilien sont maintenant sans issue. Le Brésil lui-même connaît le début d'une crise. Il apparaît maintenant impossible qu'il puisse connaître dans les années à venir, le taux de croissance économique de ces six dernières années.

La possibilité, pour l'industrie chilienne, de marquer des points sur les marchés régionaux d'Amérique Latine, d'ores et déjà saturés, est totalement utopique. Les pays du Pacte Andin étaient, aux yeux de la dictature, la zone privilégiée pour une percée de l'industrie chilienne. Mais les facilités qu'elle a accordées au grand capital impérialiste sont incompatibles avec les termes mêmes de ce pacte, et ont ouvert une crise entre le Chili et les autres pays signataires.

Les difficultés chaque fois plus grandes que connaît la dictature pour la réalisation de ses objectifs économiques se concrétisent dans l'absence de tout investissement étranger significatif, malgré les avantages et les garanties offerts.

Essentiellement des crédits pour l'achat d'armements ont été obtenus, crédits dont le caractère politique immédiat est évident.

Ainsi, tous les piliers sur lesquels la dictature pensait asseoir son projet délirant de Chile Gran Nacion (Grande Nation Chilienne) se sont effondrés.

Son maintien au pouvoir signifie comme seule perspective la dégradation progressive de la situation économique des masses chiliennes et même de secteurs non négligeables des classes dominantes elles-mêmes.

INPRECOR. - Présentée ainsi, la situation apparaît riche de possibilités...

REPONSE. - Les contradictions politiques et sociales entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'intérieur même de la bourgeoisie sont considérables. Mais, elles ne remettent pas en question pour autant, aujourd'hui, la stabilité de la junte. Il y a un abîme entre le degré d' "opposition latente" des masses chiliennes à la dictature militaire et leur capacité d'organisation et de mobilisation. De même,

les secteurs bourgeois d'opposition ne sont pas actuellement en condition de structurer un mouvement fort et crédible. C'est là une des conséquences de la forme prise par la défaite de la classe ouvrière et des masses populaires le 11 septembre 1973.

Les vacillations du centrisme, la trahison ouverte du réformisme ont permis aux forces de la dictature militaire de remporter une victoire écrasante.

Ce fut un coup extrêmement dur. La classe ouvrière, sans véritable direction, face au coup d'Etat n'a pas pu même organiser un début de retraite ordonnée, conduisant à un retrait défensif.

On est passé avec une rapidité, une brutalité inouïe d'une situation éminemment favorable pour détruire définitivement le système de domination de la bourgeoisie à une situation dans laquelle les masses ouvrières et populaires se trouvèrent totalement désorganisées et impuissantes pour faire face à une violence réactionnaire d'une bestialité sans précédent en Amérique Latine.

Aucune des organisations importantes du mouvement ouvrier ne s'est maintenue en condition d'agir après le coup d'Etat. La dictature a donc pu, depuis lors, et après une héroïque mais très brève résistance, agir à sa guise pour mener à bien ses objectifs.

En fait, la grande majorité des personnes, des militants assassinés ne sont pas tombés au combat, mais victimes sans défense arrachées à leur lieu de travail dans la journée et à leur maison pendant le couvre-feu.

C'est pourquoi dans les mois qui ont suivi le coup d'Etat la combativité a été très faible, sinon nulle et la démoralisation très profonde. Cette démoralisation a notamment affecté de nombreux militants qui ont commencé à quitter le pays.

Les partis de la gauche traditionnelle et, dans une moindre mesure, les organisations révolutionnaires -- notamment le MIR -- ont été durement frappés, bien que dans la majorité des cas la dictature n'ait pu atteindre son objectif avoué qui était de les détruire totalement. Dans ces conditions un effondrement à court terme du régime militaire est totalement exclu.

Développer des illusions à ce sujet ne mènerait à rien. Le chemin à parcourir pour la renverser sera long et difficile. Il faut partir de là.

INPRECOR. - Quelles sont les perspectives de la Liga Comunista face à cette situation ?

REPONSE. - Toute discussion sur la nature des tâches à accomplir aujourd'hui doit partir de l'analyse de la défaite, de son caractère, de son ampleur.

Il n'y a rien à gagner en cherchant à masquer cette ampleur ou en mystifiant l'état réel de la résistance et les forces dont disposent réellement les révolutionnaires.

Cela, au contraire, pourrait conduire à de graves erreurs qui retarderaient d'autant le processus de récupération du mouvement ouvrier et populaire.

C'est en partant de là et en tenant compte de la longue tradition de lutte et de combativité des masses exploitées du Chili, du rejet croissant de la dictature par des secteurs sociaux très nombreux, de l'échec de l'essentiel du projet politique et économique des militaires qu'il faut poser le problème de la réorganisation du mouvement ouvrier et populaire, ou, plus précisément des premiers pas vers cette réorganisation.

Cela n'est pas simple à concrétiser dans la pratique. Dans le contexte actuel toute manifestation, même la plus modeste, de combativité et d'opposition à la politique de la junte est confrontée à la répression la plus violente, la plus sauvage.

Aussi, dans la mesure où les masses exploitées n'ont aujourd'hui aucune capacité de riposte à la répression bestiale des militaires, nous devons être particulièrement prudents quant aux formes concrètes de la lutte que nous pouvons proposer ou impulser.

D'autant que la junte n'est pas fondamentalement préoccupée par les effets que peuvent susciter ses pratiques criminelles.

Lorsque se produit une manifestation de résistance, la plus modeste soit-elle, la répression s'abat rapidement et brutalement sur le lieu du conflit (usine, poblacion, etc.). Face à cela les masses sont totalement isolées et n'ont aucun moyen d'étendre ou même de faire connaître leur lutte au-delà du lieu où elle s'est déroulée.

L'atomisation d'une part, l'appareil répressif d'autre part, sont tels qu'il est presque impossible d'établir des liens avec d'autres usines, d'autres industries, d'autres poblaciones, etc.

D'autre part, aucune action de propagande importante, aucun moyen n'existe (presse, etc.) permettant d'appuyer une lutte, de la faire connaître même, donc de dénoncer la répression et d'organiser la solidarité.

Si nous ajoutons à cela l'énorme taux de chômage dont nous avons parlé précédemment, nous voyons que les conditions dans lesquelles

doivent se dérouler les premières luttes ouvrières et populaires sont extrêmement difficiles.

Bien que formellement les lois sociales sur les conditions de travail n'aient pas été abolies, en fait, elles ne sont plus du tout respectées par les patrons qui agissent totalement à leur guise en la matière.

Nous avons vu de nombreux cas concrets où le patron, face à une demande modeste d'augmentation de salaire, a renvoyé tous les ouvriers pour en embaucher d'autres le lendemain, puisés dans l'armée de réserve des 700.000 chômeurs, et avec un salaire encore inférieur.

Lorsqu'un travailleur est licencié des centaines sont prêts à prendre sa place à n'importe quelle condition... Juste pour survivre.

Pour concrétiser mieux les difficultés que les travailleurs rencontrent à se mobiliser pour des objectifs même très modestes, je vais prendre un exemple. La forme de lutte la plus évidente, la plus facile même, lorsque les travailleurs veulent atteindre un objectif est la grève. Il y a eu certaines grèves (particulièrement dans les mois qui ont suivi le coup d'Etat); ce furent des luttes isolées et spontanées.

Aucune n'a eu un résultat positif. Immédiatement informés d'un mouvement, les militaires arrivent sur les lieux pour réprimer. Dans certains cas, ceux que la délation rend responsable du mouvement sont arrêtés et souvent disparaissent. Dans d'autres cas, un groupe est choisi au hasard puis est fusillé sur place, pour l'exemple.

Conclusion : non seulement les revendications n'ont pas été satisfaites, mais, de plus, la terreur qui s'ensuit est telle que le refus de s'organiser, les réticences face aux propositions de lutte sont plus fortes qu'avant.



INPRECOR. - Quelle est l'issue à une telle situation ?

REPONSE. - Nous pensons que les propositions de lutte que doivent faire les secteurs les plus avancés de la révolution en direction des masses doivent avoir une possibilité concrète d'issue victorieuse.

Dans la situation actuelle un échec signifie encore plus retour en arrière et démoralisation. Cela ne veut pas dire que nous proposons de mener une lutte seulement lorsqu'il y a 100% de chances de succès. D'abord une telle garantie est impossible à obtenir et, ensuite, cela nous mènerait à avoir une attitude totalement passive, sinon conservatrice.

Mais cela veut dire qu'il faut travailler dans la perspective de victoires très modestes, partielles, mais au travers desquelles les travailleurs peuvent reprendre confiance en eux-mêmes, en leurs propres forces.

C'est seulement à travers un tel processus que se créeront les conditions permettant de développer des formes supérieures de lutte et d'organisation. Comment pouvons-nous progresser dans ce sens ? Il y a une limite au-delà de laquelle la dictature ne peut agir de la manière criminelle et sanglante qui est la sienne, sans faire un calcul pour déterminer si ce qu'elle perd d'un point de vue politique peut être gagné en utilisant tout son potentiel répressif.

C'est là que se trouve la marge de manoeuvre, au demeurant extrêmement faible, que doivent utiliser les masses pour concrétiser leurs premières formes de lutte.

Par exemple, dans le cas des revendications salariales, les seuls exemples de luttes menées avec succès sont celles où les travailleurs ont réussi à organiser un sabotage systématique mais peu visible des rythmes de production. La multiplication d' "erreurs", la formation de goulots d'étranglement dans le processus de production, le travail plus lent, le gaspillage de matières premières, d'énergie et mille autres formes d'obstruction que la classe peut inventer, amènent à une réduction de la productivité et de la production, augmentent les prix de revient et diminuent les bénéfices des capitalistes. Confrontés à une telle situation, les patrons peuvent penser à la possibilité d'augmenter les salaires ou à satisfaire d'autres revendications mises en avant au préalable de manière clandestine (quelques tracts dans les toilettes par exemple).

Dans certains cas, confrontés à une telle forme de résistance, les patrons ont fait appel aux forces armées, mais lorsque celles-ci arrivent tout fonctionne "normalement" dans l'usine. L'intervention de la troupe ne dépasse pas alors la forme d'un violent discours de menace de l'officier chargé de rétablir l'ordre.

Mais il faut être clair et ne développer aucune illusion ; s'il est possible d'éviter dans des conditions bien déterminées une répression directe contre l'ensemble des travailleurs, par contre, cela n'empêchera pas la dictature de travailler intensément et par tous les moyens possibles à la recherche des "meneurs", de responsables.

D'où la nécessité d'une clandestinité absolue même au niveau d'une activité aussi modeste.

INPRECOR. - Ces succès se sont produits dans certains secteurs spécifiques ?

REPONSE. - Oui, dans certaines industries nécessitant des travailleurs hautement qualifiés. Et la possibilité de succès était intimement liée à cette nécessité.

Là où il faut deux ans au patron pour former un ouvrier et obtenir de lui le rendement maximum, les possibilités sont beaucoup plus grandes que là où les travailleurs peuvent être remplacés du jour au lendemain, où, en fait, dans le contexte actuel, elles sont quasiment nulles.

La place de l'usine concernée dans l'économie nationale est églament un élément d'appréciation des possibilités de succès. La dictature ne peut accepter, par exemple, la paralysie de l'extraction dans les mines de cuivre alors qu'elle tire de son exportation l'essentiel de ses revenus en devises...

C'est en fonction de tels critères que nous organisons notre intervention, si modeste soit-elle (et bien que de tels secteurs soient particulièrement difficiles à pénétrer).

INPRECOR. - Tu peux nous donner d'autres exemples de luttes ?

REPONSE. - Dans certaines poblaciones ont été organisées des soupes populaires afin que les chômeurs puissent s'alimenter et dont l'approvisionnement est assuré par ceux qui travaillent.

A première vue une telle manifestation peut apparaître comme purement humanitaire. En fait, elle a une claire signification d'opposition à la politique de la dictature; elle est comprise comme tel par tous les "pobladores" (habitants des poblaciones).

En propoçant un objectif de ce type on est d'abord assuré de l'ampleur du mouvement. Et ce parce que les masses peuvent participer, apporter leur collaboration sans courir de grands risques d'être emprisonné ou assassiné. Mais pour faire fonctionner la soupe populaire quotidiennement, il faut une organisation plus ou moins stable (pour la collecte des fonds, pour organiser la rotation des cuisiniers volontaires, etc.). Une telle organisation constitue un grand pas en avant si l'on pense que depuis le 11 septembre 1973 aucun type d'organisation de masse n'a subsisté.

A partir de l'organisation de manifestations aussi élémentaires que les soupes populaires, un autre problème a pu commencer à être résolu : la reconstitution de noyaux dirigeants naturels de masse au niveau de la poblacion par exemple...

La politique de la dictature a consisté à assassiner et à emprisonner les dirigeants les plus combattifs. Et dans bien des cas elle a atteint son but. C'est à travers de telles formes d'organisation, de telles luttes aussi modestes soient-elles que les travailleurs, les pobladores, les paysans et les étudiants les plus avancés ont fait, en liaison avec les masses, leurs premières expériences d'organisation et de direction des formes initiales de la résistance à la dictature. A partir de là, ces éléments les plus avancés, se trouvent en situation d'organiser, de diriger de nouvelles luttes.

Ces secteurs les plus avancés des luttes se sont regroupés dans quelques cas dans un organisme clandestin stable leur permettant de mener à bien de façon continue, la préparation de nouvelles formes de lutte. Telle est la fonction des Comités de Résistance Populaire. Le programme de ces comités résulte des nécessités de la lutte pour renverser la dictature. Peuvent y participer (en prenant les mesures de sécurité nécessaires) tous ceux qui sont disposés à lutter pour cet objectif.

Ceci dit, toute lutte pose immédiatement le problème de son extension. Il faut d'ores et déjà préparer les conditions rendant une telle extension possible. C'est pourquoi, utilisant l'expérience que nous avons eu sous l'Unité Populaire dans les cordons industriels et les commandos communaux, nos efforts visent à créer des centres de coordination entre les différentes cellules de résistance appartenant à un secteur déterminé ou à un front spécifique.

INPRECOR. - Ce processus est-il déjà avancé ?

REPONSE. - Le degré de développement de ces structures organisationnelles ainsi que des luttes dont nous venons de parler est jusqu'alors tout à fait embryonnaire. En très peu d'en-

droits l'organisation de la résistance a pu être stabilisée.

INPRECOR. - Quelle est la signification de ces formes de lutte et des revendications démocratiques et salariales ?

REPONSE. - Elles ont, pour nous, marxistes révolutionnaires, une dimension purement tactique. De même, d'une certaine façon, que la lutte pour le renversement de la dictature. Les luttes du prolétariat ne doivent jamais être dépendantes des revendications économiques et démocratiques. Dès que les conditions le permettent elles doivent être impulsées dans la perspective de revendications chaque fois supérieures dans leur contenu. Nous n'oublions jamais que seule la victoire du socialisme (et non pas le développement de secteurs bourgeois progressistes !) résoudra les problèmes des masses exploitées. Nous luttons pour le socialisme; et cette lutte exige la pleine indépendance politique des masses exploitées.

INPRECOR. Finalement, quelle est votre politique d'alliances ?

REPONSE. - Nous appelons tous les travailleurs, les pobladores, les paysans, les soldats, les étudiants, les fonctionnaires, organisés et inorganisés, à rejoindre les organisations de la résistance.

Nous appelons à rejeter tout type d'alliance avec la bourgeoisie et ses partis.

Nous appelons tous les partis ouvriers à former un front contre la dictature.

Nous appelons l'ensemble de la gauche révolutionnaire -- et en particulier le MIR -- à renforcer un pôle unitaire capable d'attirer dès les premières étapes de la résistance les masses chiliennes sous le drapeau de la révolution socialiste.

BRESIL

la dictature change-t-elle de cap ?

Depuis le coup d'Etat chilien, le Brésil a cessé d'occuper, dans la presse bourgeoise internationale, la première place parmi les régimes sanglants. Face à un mouvement de masse

incomparablement plus conscient, les gorilles chiliens ont déchaîné massivement une répression jamais vue en Amérique Latine, et, ainsi, ont occupé la place qui appartenait jadis au Bré-

sil. Il y a cependant d'autres facteurs qui, dans les derniers mois, ont contribué à "changer l'image" de la dictature brésilienne dans la presse internationale. Tous les jours surgissent des nouvelles apparemment "en contradiction" avec le caractère réactionnaire du régime brésilien. Ce sont les promesses d'"assouplissement" et de "rétablissement de la norme démocratique" du président Geisel; ce sont ses déclarations en faveur d'une "industrie nationale" s'appuyant sur le capital brésilien et le développement d'une technologie brésilienne. C'est le gouvernement lui-même qui prend en mains, encore qu'implicitement, un des thèmes brûlants de ces opposants : celui de la nécessité d'une meilleure redistribution du revenu pour favoriser la consommation populaire. Sur le terrain diplomatique aussi, le Brésil présente une apparente "mutation" dans sa politique. Une augmentation considérable des relations commerciales avec le bloc socialiste; la reconnaissance diplomatique de la Guinée-Bissau ("avec laquelle nous nous sentons liés par les liens du sang et de la culture" a dit le ministre brésilien à l'ONU); la reprise spectaculaire des relations diplomatiques avec la Chine (précédée, naturellement, de quelques bons accords commerciaux). C'est la politique que la dictature qualifie elle-même de "pragmatisme responsable", qui l'a conduite, à cause d'intérêts économiques parfaitement clairs, à ne pas s'aligner avec le bloc des pays les plus réactionnaires. Quant à la réintégration de Cuba dans l'O. E. A. (Organisation des Etats Américains), le Brésil maintient une attitude de résistance flexible.

Naturellement les réformistes en tout genre, depuis les stalinien jusqu'aux secteurs bourgeois sans importance, regroupés dans le MDB (Mouvement Démocratique Brésilien), unique parti d'opposition autorisé, se dépêchent de surestimer ces "ouvertures" et ces "changements", exagérant leur signification et leur dynamique, les attribuant à la pression d'une "puissante force sociale", la "bourgeoisie nationale progressiste et anti-impérialiste", personnage à moitié mythologique et toujours présent dans le schéma réformiste. Au sein de la gauche révolutionnaire, par ailleurs, se manifestent des tendances à un septicisme aveugle. Parce qu'ils refusent, à juste titre, la fable de la "bourgeoisie nationale démocratique" que les réformistes essaient de vendre, ces secteurs se refusent à voir et à analyser le sens des modifications réelles qui sont en train de s'opérer dans le panorama brésilien, en fonction des problèmes économiques et politiques accumulés au cours des dernières années.

Qu'en est-il exactement du "miracle économique brésilien"? Quelles sont les raisons qui ont conduit les militaires aujourd'hui à changer leur politique étrangère et à se préoccuper de thèmes jusqu'alors interdits, comme celui de l'"industrie nationale", de la "technologie brésilienne", d'une "meilleure redistribution des revenus", etc. ?

Caractère et fonction de la dictature née en 1964

Pour comprendre correctement les problèmes qu'affronte aujourd'hui la bourgeoisie brésilienne, il faut bien saisir la signification du coup d'Etat militaire de 1964 et les transformations qu'il a introduit dans la société brésilienne. Pour expliquer la déroute, en 1964, de sa stratégie de conciliation de classe, le Parti Communiste Brésilien (PCB) a fabriqué le schéma d'une dictature militaire imposée par l'impérialisme nord-américain et par une minorité de la nation -- les latifundistes -- contre la grande majorité du peuple -- y compris la bourgeoisie industrielle nationale, puisque la société brésilienne était féodale, qui était terrorisée par les réformes de structure que le gouvernement Goulart prétendait appliquer. Et, ajoutaient les stalinien en 1964-65, la dictature était isolée et tomberait bientôt. Cette interprétation avait le grand inconvénient de fermer les yeux sur la réalité, de ne pas voir pour qui et par qui avait été fait le coup d'Etat et les modifications profondes que les militaires allaient apporter à la société brésilienne, avec comme objectif le développement capitaliste. Mais qu'était ce capitalisme national autonome auquel rêvaient les réformistes quand ils défendaient le front de la classe ouvrière avec la bourgeoisie industrielle pour réussir à impulser les réformes de base de Goulart ? C'était un capitalisme intégré à l'impérialisme, seule forme de développement pour les pays dépendants.

Depuis les années 50 la bourgeoisie recherchait une solution lui permettant de donner une nouvelle impulsion au processus d'industrialisation du pays. Gouvernant depuis 1937 en étroite association avec les latifundistes liés à l'exportation des produits agricoles (café et sucre surtout), la bourgeoisie avait jusque là tiré les capitaux pour ses investissements des devises produites par le commerce extérieur. A partir des années 50, sous le second gouvernement de Vargas, cette association commença à perdre de son efficacité et une période de contradictions intenses au sein de la bourgeoisie s'ouvrit. C'est une période instable, de recomposition du système économique et politique dans lequel le secteur industriel est déjà hégémonique économiquement (bien qu'étroitement dépendant du secteur agricole-exportateur), sans l'être politiquement. C'est une période dans laquelle l'hégémonie politique de l'ancien secteur latifundiste constitue un frein au fonctionnement du système au service du développement industriel. Pour changer cette situation, la bourgeoisie industrielle essaya plusieurs fois des formules "progressistes" et "autonomes" qui avaient deux axes fondamentaux : la réforme agraire dont le but était de briser le pouvoir des latifundistes en redistribuant la ter-

re et en adoptant l'agriculture aux nécessités alimentaires de la croissance des villes; et une politique extérieure "indépendante" faite de contacts diplomatiques dont l'objectif était d'ouvrir de nouveaux marchés et de rompre la dépendance étroite vis à vis des Etats-Unis. A cette fin, la bourgeoisie industrielle se servit essentiellement du schéma politico-organisationnel du populisme de Vargas et de Goulart, cherchant à appuyer sa politique "progressiste" sur les mobilisations de la classe ouvrière (encadrée par les syndicats dépendant organiquement du Ministère du Travail) et, dans les dernières périodes, sur les mobilisations paysannes et estudiantines.

Une bourgeoisie nationale progressiste ?

C'est de cette situation que partent les réformistes stalinien pour théoriser le rôle progressiste de la bourgeoisie nationale et élaborer un programme qui subordonne les masses populaires aux intérêts de la bourgeoisie. Cependant, le coup de 1964 a montré clairement le caractère illusoire de ces formulations. Le plan "progressiste" de réformes bourgeoises était accompagné d'une politique sévère de compression des salaires, comme le prouve le fameux plan triennal, élaboré par Celso Furtado, à l'époque ministre de Goulart, et présenté en 1962. Et tout cela dans la situation d'inflation aiguë de ces années. Donc, si d'un côté la bourgeoisie s'appuyait sur la classe ouvrière, de l'autre elle ne pouvait continuer à le faire que dans la mesure où le populisme de Goulart était capable de canaliser ses mobilisations pour de meilleurs salaires, empêchant ainsi que les augmentations n'entraînent une baisse du taux de profit, question clé dans cette phase d'industrialisation. Mais la force de la montée du mouvement de masse a fait voler en éclat le schéma réformiste. En 1963 il est devenu clair que Goulart n'était pas capable de contrôler le mouvement ouvrier et l'agitation a gagné la paysannerie, le mouvement étudiant, atteignant même des secteurs des forces armées. Tout ceci a créé un climat d'agitation à l'échelle nationale qui a rendu plus facile pour la bourgeoisie la prise de conscience de ses intérêts historiques. Face à la pression des masses, la bourgeoisie a compris que, bien plus que les latifundistes et l'impérialisme nord-américain, c'était la classe ouvrière qui pouvait lui causer des dommages. Elle a alors choisi le chemin de la dictature militaire et de l'intégration économique au capital impérialiste, perdant toute couleur "progressiste" et "nationaliste". Contrairement à ce que pensaient les stalinien du PCB, le gouvernement militaire mis en place en 1964 n'était pas le représentant des intérêts d'une minorité conservatrice et rétrograde -- les latifundistes -- associée aux intérêts de l'impérialisme nord-américain, et destinée à freiner

le progrès du Brésil. Les militaires étaient, en réalité, les représentants des intérêts historiques de la bourgeoisie industrielle brésilienne; ils sont venus au pouvoir pour tenter de faire ce que les partis bourgeois n'avaient pas réussi à faire, c'est-à-dire développer le capitalisme; ils ont donc assumé la défense concrète des secteurs bourgeois nationaux les plus forts et les plus capables d'offrir des avantages pour les investissements étrangers, avec le but de faire avancer le capitalisme industriel dans le pays.

Les premières mesures de la dictature militaire indiquaient déjà qu'il s'agissait d'un processus de changements structurels dans le système économique et politique ayant pour objectif de le moderniser et de le rendre capable de servir le développement industriel. Si un tel développement n'a pas été "progressiste" comme l'espéraient les réformistes, c'est parce qu'il y a déjà longtemps que le développement capitaliste à l'échelle mondiale se fait au prix de déformations profondes dans les secteurs économiquement les plus retardés et dans les pays dépendants comme le Brésil. Dès le premier moment le gouvernement cherche à accélérer le processus de monopolisation de secteurs industriels et son intégration au capital impérialiste. Une série de facilités fiscales sont concédées qui ouvrent les portes aux investissements étrangers. Ces investissements recherchent, naturellement, les grandes entreprises et ceci accélère la crise des industries les plus faibles qui commencent à fermer leurs portes. Cette tendance est renforcée par une politique sélective de crédit et par une campagne "contre la corruption" dont le but était de poursuivre les secteurs qui ne payaient pas d'impôts. Bien sûr ces derniers ont protesté et le PCB a pu utiliser de telles plaintes comme "preuves" que la bourgeoisie "nationale" était contre le régime militaire. Ce que le PCB ne voyait pas, tout comme d'autres secteurs de gauche qui cultivaient le mythe de la "bourgeoisie nationale", c'est qu'il s'agissait seulement d'une fraction de la bourgeoisie nationale, la plus faible, composée en général de petites entreprises productrices de biens de consommation non durables, ce fameux "secteur traditionnel" qui dépend de la consommation des couches populaires. Cette fraction n'a pas réussi à s'intégrer à l'impérialisme et a toujours été écrasée par le "modèle" brésilien. Prenant comme base la décade de 1960 à 1970, on voit que, tandis que la croissance des branches "traditionnelles" a été très faible (1,6% dans l'industrie textile, 3,4% dans l'industrie alimentaire), celle des branches "dynamiques" a été beaucoup plus élevée (12,3% dans l'industrie métallurgique, 11,1% dans l'industrie chimique.) Quatre années après le coup d'Etat, le secteur industriel s'est déjà restructuré globalement et s'est adapté au niveau de monopolisation atteint et les protestations se sont éteintes.

Cependant, cette mesure, seule, aurait été

insuffisante pour créer les conditions de développement. Le véritable problème que l'économie brésilienne affrontait depuis 1962 était celui de la chute du taux de profit, causé principalement par le fait que l'inflation chronique qui s'était accélérée au cours des dernières années avait été accompagnée d'une augmentation des salaires en fonction de l'énorme pression exercée par le mouvement de masse. Sans résoudre ce problème, il aurait été impossible d'obtenir les investissements de l'impérialisme en quantité suffisante pour impulser l'économie du pays. La solution trouvée a été la fameuse politique de "blocage des salaires", c'est-à-dire l'illégalisation des grèves et la création d'un système d'augmentations annuelles des salaires par catégorie de travailleurs dont le taux était fixé par le gouvernement (sans l'intervention ni des syndicats, ni des patrons), sur la base du taux d'inflation de l'année précédente, de son estimation pour l'année suivante et du taux d'augmentation de la productivité. Ce système, manipulé totalement par les technocrates du gouvernement, a, en réalité, écrasé le salaire réel de la classe ouvrière. On a calculé que pour les salaires du grand Sao Paulo (la ville et sa banlieue), qui sont très significatifs) entre 1958 et 1973, le salaire réel moyen ouvrier a baissé de près de 70%; pour les ouvriers de Rio Janeiro, la chute pour la même période est de près de 50%. Il est bien clair qu'une telle politique n'est possible qu'avec un système réprimant sévèrement le mouvement de masse et l'avant-garde. Après le coup d'Etat, les dirigeants syndicaux du PTB (Partis des Travailleurs Brésiliens) et du PCB ont été persécutés, arrêtés ou éloignés de la vie syndicale, et le syndicat de type corporatiste qui avait été, jusqu'ici, un instrument de la politique d'un gouvernement populiste, est passé au service de la dictature militaire. On peut dire que la question clé de l'explication du "modèle" économique et qui constitue le ressort essentiel de la croissance capitaliste dans le Brésil d'aujourd'hui, est la combinaison de la compression salariale et de la répression sévère des masses. C'est grâce à cette ressource que l'économie a dépassé la phase de stagnation par laquelle elle était passée. Le produit interne brut qui avait connu un taux de croissance en baisse de 1962 à 1967 (5,3% en 62, 1,5% en 63, 2,9% en 64, 2,7% en 65, 5,1% en 66 et 4,8% en 67) a connu une montée rapide à partir de 1968, avec des taux de 8,4% (68), et 9% (69) et la politique de compression salariale, avec son corollaire de répression de tortures et de morts, est devenue un élément fondamental de la politique de la dictature, sans lequel elle n'aurait pas vu le jour.

Ceci a ouvert une période de développement économique, surtout industriel, qui s'est réalisé sans les réformes de structures que les réformistes populistes et stalinien croyaient indispensables à une telle croissance industrielle. Contrairement à ce que ceux-ci pensaient, cette croissance ne s'est pas appuyée

sur une meilleure redistribution du revenu national, mais sur une concentration plus grande (tandis qu'en 1960 le salaire moyen des secteurs de la petite-bourgeoisie correspondait approximativement à moins du double du salaire ouvrier, en 1969 il était égal à 4 salaires ouvriers.) La question du marché pour la consommation des produits industriels a été résolue de façon différente dans le "modèle" brésilien, parce que l'accroissement du marché intérieur, augmentant le pouvoir d'achat des couches les plus pauvres (surtout à la campagne), se heurtait à la nécessité d'augmenter le taux de profit par une exploitation accrue du travail salarié. Les solutions apportées par le gouvernement militaire à ce problème peuvent être résumées en trois axes principaux. Le premier a été une politique de crédits faciles pour la petite-bourgeoisie, de façon à lui permettre de consommer sur grande échelle des biens durables, justement ceux produits par les secteurs industriels que le gouvernement a le plus encouragés, ceux considérés "dynamiques" et "rentables" et là où s'est concentré le capital étranger. Le deuxième axe a été la transformation de l'Etat en un grand consommateur au moyen des plans de développement de l'infrastructure des transports, de l'électrification et du rééquipement des Forces Armées. Le troisième a été l'exportation; cette dernière ressource a été la plus difficile à appliquer parce que la capacité pour un pays sous-développé (aussi "développé soi-il" d'être compétitif face aux produits manufacturés du marché mondial est réduite. Le gouvernement a essayé patiemment d'élargir la place qu'il avait sur le marché mondial en combinant plusieurs éléments : une politique diplomatique agressive; l'exportation des produits agricoles et des matières premières semi-industrialisées; l'attraction d'investissements étrangers avec déjà comme objectif la fabrication de produits manufacturés ou de pièces pour l'exportation; la vente, sur petite échelle, de produits de consommation non durables (comme les chaussettes par exemple.)

L'âge d'"or" de l'économie brésilienne comment en 1968-69. C'est le décollage économique qui a permis la cohésion des secteurs bourgeois fondamentaux autour du gouvernement Costa e Silva, ce qui lui a permis de répondre à la montée révolutionnaire de 1968 (agitation estudiantine à l'échelle nationale; grèves ouvrières importantes et agressives à Osasco -- Sao Paulo -- et à Contagem -- Minas Geiras -- ; les premières initiatives armées de l'avant-garde et la rébellion de certains parlementaires populistes) par l'Acte Institutionnel N° 5, véritable "coup d'Etat dans le coup d'Etat". La période ouverte en décembre 1968 par l'Acte Institutionnel N° 5 est en même temps la période de destruction politique, organique, physique et y compris morale des organisations de gauche et des secteurs d'avant-garde du mouvement de masse, et la période d'une expansion économique jamais vue au Brésil. Le pays change profondément ses structures économiques,

l'avant-garde est brisée, les masses sont exploitées de façon extensive et profonde, et le processus d'accumulation du capital s'accélère sur une grande échelle.

Les premières brèches dans le «modèle»

L' "âge d'or" se termine dans la seconde moitié de 1973. D'un côté les effets de la crise mondiale du capitalisme (et surtout la "crise du pétrole") ont fait irruption sur la scène brésilienne, dérangeant les plans des technocrates de la dictature. L'inflation, dont le contrôle avait été un des axes des plans économiques du gouvernement, est montée à un taux supérieur à la prévision de 12%, taux qu'il est impossible de manipuler face aux expériences quotidiennes des ménages. Le ministre des Finances, Delfin Neto, l' "architecte" du "modèle", dont le prestige était monté au niveau le plus élevé au cours des quatre dernières années, tombe dans une démoralisation relative, entraînant avec lui le président Medici. Il y a pénurie de certaines matières premières industrielles comme l'acier et le béton; le secteur de la construction, axe très important de la structure économique, se paralyse. Le gouvernement se démoralise un peu plus. Il y a pénurie d'aliments de base dans les villes : la viande et le café (!) ont été exportés en quantités énormes et le gouvernement a dû en importer pour fournir le marché intérieur; et les haricots -- aliment de base traditionnel, surtout des couches populaires -- ont manqué parce que leur production avait été remplacée, pour l'exportation, par le soja dont le prix sur le marché mondial étaient très favorables. Pour les secteurs de la classe moyenne urbaine, dont une partie avait profité des bénéfices de l'expansion économique, c'était la fin du "miracle". Voilà les premiers éléments de craquement faisant entendre dans les secteurs intégrés au marché de consommation les premières critiques et revendications contre le gouvernement.

Naturellement, il s'agissait seulement des formes les plus superficielles d'un problème plus général auquel le "modèle" économique a été confronté à partir de la fin de 1973. Le grand souci des classes dominantes brésiennes est de maintenir la croissance du Produit Intérieur Brut à un taux qui ne soit pas inférieur à 10% (le record atteint en 1973 a été de 11,4%). Ce taux de croissance, avec le taux de profit élevé qu'il est possible d'obtenir au Brésil, surtout à cause des bas salaires, a fait que le pays a été transformé, dans les quatre dernières années, en "paradis" des investisseurs étrangers. Autrement dit, sans ce taux de croissance du PIB, le Brésil ne serait pas un champ d'investissements aussi attractif qu'il l'est aujourd'hui. De plus, il est clair que la continuité de la croissance économique dépend principalement des investissements étrangers. S'il est vrai qu'il y a eu une grande accumulation du capital dans le

«la continuité de la croissance dépend principalement des investissements étrangers»

pays, autant dans les mains de secteurs bourgeois comme dans celles d'entreprises mixtes d'Etat, cette accumulation est encore insuffisante pour "financer" la continuité du développement. Le grand problème économique auquel la bourgeoisie brésilienne est confrontée aujourd'hui, c'est le maintien de ce taux de croissance élevé du PIB, supérieur à 10%, et cela exige un volume de capitaux beaucoup plus grand que celui des investissements annuels de ces derniers temps. C'est que toute la croissance obtenue durant les années du "miracle" s'est fondée sur l'utilisation de la capacité cachée de la structure industrielle installée dans les années 50 (surtout l'industrie automobile). Et cette capacité s'est épuisée aujourd'hui. Continuer l'expansion à des taux égaux à ceux des dernières années exige des capitaux pour l'installation de nouvelles unités de production, et de grandes unités, hautement rentables et compatibles avec les niveaux les plus élevés de technologie atteints dans la production capitaliste mondiale. Le problème est justement celui d'offrir aux investisseurs étrangers des champs d'investissements de capitaux qui aient un marché assuré.

Il n'est pas utile d'insister sur le fait que l'épuisement de la première phase du "modèle" brésilien ("approfondissement" du marché des biens de consommation durables avec des crédits pour la petite-bourgeoisie, oeuvres d'infrastructure nationales patronnées par l'Etat et l'exportation) joint à la crise du capitalisme au niveau mondial en fera que compliquer les choses pour la bourgeoisie brésilienne. Voyons, par exemple, le cas du pétrole et ses implications. Le Brésil importe 70% du pétrole qu'il utilise. Quand a surgi la "crise du pétrole" le gouvernement a subventionné le produit (à la fin 73) pour empêcher que l'augmentation du prix du pétrole ait des répercussions sur le marché de la vente des automobiles, (qui est un axe principal de l'industrie). En 1974, cette politique n'a pas été possible et le gouvernement a laissé les prix augmenter, ce qui a eu des répercussions sur la vente des automobiles. La conséquence est simple: avec l'épuisement du marché interne des biens de consommations durables, les secteurs qui ont été tenus à l'écart du "miracle", c'est-à-dire les paysans et les ouvriers agricoles, le prolétariat urbain et les couches les plus basses de la petite-bourgeoisie, reçoivent

vent en général moins que le minimum vital (malgré une tendance relative à l'augmentation des salaires ouvriers au cours des derniers mois),

avec la crise mondiale qui conduit les puissances impérialistes à prendre des mesures protectionnistes, ce qui rend encore plus difficiles les plans d'exportation; et avec les problèmes que le maintien d'une telle quantité de pétrole importé produit pour la balance des paiements (dans les cinq premiers mois de 74, le déficit était déjà de 2 millions de dollars), le Brésil ne peut plus penser à investir dans l'industrie automobile. La bourgeoisie elle-même se rend compte que beaucoup d'axes industriels -- comme l'industrie automobile par exemple -- doivent être déviés vers d'autres produits et d'autres marchés. Si à la fin de 1973, le gouvernement, encore euphorique, était décidé à promouvoir l'expansion illimitée de ce type d'industrie "dynamique" (comme le prouve le projet d'implantation d'une nouvelle usine de Volkswagen à Taubate -- Sao Paulo -- avec une capacité de production de 3.000 unités quotidiennes -- l'usine actuelle en produit 1.700 par jour --, ou les contrats portant sur des millions signés entre le gouvernement provincial de Minas Geiras et la FIAT), aujourd'hui les répercussions de la crise internationale (et donc la réduction considérable des plans d'exportation) impliquent clairement que le gouvernement doit réorienter de nouveau l'économie. Le problème est justement dans quelle direction ?

Ces problèmes économiques, surgis presque au même moment ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences au niveau de la domination politique de la bourgeoisie. De même qu'en 1964 la bourgeoisie brésilienne (ses secteurs les plus forts et les plus importants) face à la montée des masses a choisi le chemin de la dictature militaire; de même qu'en 1968, convaincue de l'efficacité de la politique économique des militaires qui commençait à produire ses fruits, elle a permis la promulgation de l'Acte Institutionnel N° 5; et de même que durant les quatre années suivantes elle a démontré une docilité politique sans limite, remettant tout le pouvoir au dictateur de service, aujourd'hui également la bourgeoisie commence à relâcher son appui total au gouvernement.

La démoralisation relative du gouvernement Medici et de l'opinion publique a fait apparaître les premières dissensions au sein des classes dominantes. Nous ne parlons pas ici de cette fiction de lutte politique entre les deux partis disposés à faire le jeu de la dictature, l'officialiste ARENA (Alliance Renouée Nationale) et l'oppositionnel MDB (Mouvement Démocratique Brésilien). Le MDB a été jusqu'ici un simple fantôme composé par une bande de politiciens professionnels qui ont réussi à échapper aux chasses des militaires, sans lien avec aucune base sociale, représentant bien davantage les idées générales de la "vieille bourgeoisie nationale" qui s'exprimait auparavant à travers le PTB, qu'un secteur bourgeois important.

A partir des dernières élections présidentielles, avec la campagne de l' "anti-candidat", Ulisses Guimarães, on peut dire que le MDB a été le canal d'expression des aspirations générales à une liberté accrue de la part de la petite-bourgeoisie et de revendications assez formelles des secteurs bourgeois faibles, liés aux branches industrielles "traditionnelles", écrasés par le "modèle" et éloignés de l'exercice du pouvoir.

Ainsi, quand nous parlons de dissensions politiques au sein des classes dominantes, nous parlons des conflits au sein des militaires de haut rang, des organisations de l'administration de l'Etat et au sein même de l'ARENA. Ces conflits se sont exprimés à travers des luttes sourdes pour le choix du candidat de l'ARENA à la présidence (Medici aurait voulu sa réélection), du ministre des Finances et des candidats du parti officialiste aux postes de gouverneurs (particulièrement celui de gouverneur de Sao Paulo, poste clé du système). Ces luttes n'ont pas été aussi sourdes puisqu'elles ont eu un certain caractère idéologisant assez intéressant, qui a marqué la vie politique insipide du pays. Le dilemme qu'affrontent les classes dominantes brésiennes est économique : comment réorienter l'économie dans la situation actuelle ? Mais il est de plus politique : est-il, à partir de maintenant, nécessaire de maintenir le même niveau de centralisation politique ou est-il possible et souhaitable d'opérer une plus grande décentralisation des instances de décision ? Il est assez clair que la dictature militaire, pour technocratique et impersonnelle qu'elle soit, n'est pas le mécanisme idéal de domination de la bourgeoisie pour l'exercice de son pouvoir. Elle a été nécessaire dans un premier moment pour affronter un danger et dépasser une crise; ensuite pour mener à bon port une tâche de la taille de celle de l'expansion économique des dernières années, que seule une direction centralisée pouvait réaliser. Et maintenant, qu'en est-il ?

A ce sujet, les opinions des classes dominantes sont divisées. Il ne s'agit pas de courants structurés ou de tendances délimitées au sein du bloc bourgeois dominant. Il s'agit bien davantage d'un dilemme général sur la continuité du "modèle" et pour lequel se présentent deux types de réponse. L'une, conservatrice, qui défend le maintien de la ligne dure (le même niveau de répression sur les secteurs de masses et sur l'avant-garde) et le même fonctionnement politique des partis (un débat aléatoire dans un parlement croupion, agrément de consultations bilatérales et informelles entre des ministres et des groupes d'intérêt industriels). Un autre type de réponse est celle qui se préoccupe des changements nécessaires : une répression plus sélective, frappant, comme avant, l'avant-garde (les clandestins) et arrêtant "légalement" les secteurs de masse, une meilleure redistribution du revenu national, éliminant le caractère scandaleux des inégalités et création de cer-

tains canaux institutionnels qui permettent aux secteurs bourgeois dominants de faire valoir leur opinion de façon directe et institutionnalisée. Grosso modo, on pourrait dire que Medici et Delfin sont les conservateurs et que Geisel et Simonsen (l'actuel ministre des Finances) sont les partisans de ces changements. Mais la question n'est pas si simple.

Delfin lui-même qui, alors qu'il était ministre super-puissant disait que "seulement à travers l'élargissement du marché extérieur pourra se développer le marché intérieur", a trouvé des paroles bien différentes quand il a essayé d'être choisi par Geisel comme candidat de l'ARENA pour le poste de gouverneur de la province de Sao Paulo (ce qui n'a pas été le cas) : "je dis donc que la "révolution" (c'est-à-dire le coup d'Etat de 1964) a accompli son oeuvre sur le terrain économique, mais pas sur le terrain politique et social", se référant ainsi à l'absence de représentativité populaire et au haut degré de concentration du revenu. En résumé, on peut dire que l'ensemble de la bourgeoisie est en train d'affronter des problèmes réels pour lesquels elle n'a pas encore de réponses adéquates et que ces escarmouches, avec leurs idéologies respectives, sont l'expression de ces problèmes.

Il est bien évident qu'au moment où ces contradictions apparaissent à la surface, l'ensemble des secteurs sociaux, si longtemps brimés dans leurs revendications économiques et démocratiques, profitent de ces brèches pour rendre public leur mécontentement, même si c'est encore de façon timide, spontanée et désorganisée. Le manque total d'organisation politique de tous les secteurs sociaux (y compris bourgeois) et de tradition syndicale, conduit au fait que ces premières manifestations soient passablement précaires, ne servent pas encore à l'accumulation de forces et fonctionnent bien davantage dans le sens de rompre le sentiment d'auto-censure qui dominait dans de larges secteurs de la population. Comme il n'y avait pas d'autre alternative, le MDB a canalisé ce mécontentement. La campagne de l'anticandidat a été une de ces occasions; et aujourd'hui, dans la campagne pour les élections législatives de novembre, le MDB essaie d'attirer à lui, dans de nombreux endroits, surtout à Rio Grande do Sul, mais également à Rio de Janeiro et Sao Paulo, les nouvelles générations qui voient dans ce parti le seul lieu existant où l'on peut discuter de la situation politique nationale.

La classe ouvrière relève la tête

Le mouvement étudiant qui a toujours été traditionnellement une caisse de résonance des principaux événements nationaux, n'est pas resté étranger à ces changements. Dans diffé-

rentes provinces (Sao Paulo, Minas Gerais, Rio Grande do Sul) les étudiants commencent lentement à redresser la tête et à chercher des formes embryonnaires d'organisation. Le mouvement étudiant qui avait une importante tradition de lutte et d'organisation clandestine, avait été totalement décapité au cours des pires années de la répression (1970-71). Aujourd'hui commencent à apparaître de nouvelles générations qui, très lentement, cherchent à recréer un espace pour développer leur action. Ce sont les revendications pour les libertés démocratiques et contre la répression qui ont le plus souvent mobilisé le milieu étudiant. Cependant, on peut également noter une volonté de politisation (après que l'Université ait été purgée, en 1969, des professeurs non réactionnaires) qui se manifeste dans la quantité et la qualité des périodiques des associations étudiantes.

Cependant, le facteur le plus intéressant à souligner est le commencement, très modeste, de réorganisation clandestine des secteurs ouvriers d'avant-garde. Au cours de ces années de "miracle" et d'intense exploitation du travail salarié, il y eut relativement peu de luttes pour des revendications immédiates de caractère explosif et spontané et la plupart de celles qui eurent lieu furent sauvagement réprimées. En général, ces luttes se développèrent dans des secteurs non fondamentaux de l'économie, et la plupart du temps surexploités, comme par exemple les ramasseurs de poubelles, les chauffeurs de taxis, les ouvriers du chantier du métro de Sao Paulo, etc. Cependant, à la fin de 1973, on assista à quelques luttes ayant des caractéristiques très différentes, qui exprimaient ce premier pas dans la réorganisation de l'avant-garde ouvrière. Ce furent des grèves "légales" qui essayaient de profiter de la situation tout à fait particulière du marché du travail à ce moment. L'application de la loi de blocage des salaires à partir de 1964 avait produit une baisse du salaire réel de 50 à 70% par rapport à la période antérieure. A partir d'un certain moment, les heures supplémentaires commencèrent à se généraliser : pour l'ouvrier elles représentaient une possibilité d'augmenter son salaire, suffisamment pour nourrir sa famille; pour le patron elles représentaient une économie parce qu'elles n'impliquaient pas le paiement des avantages sociaux pour chaque nouvel employé. Le système se généralisa à tel point que, dans le grand Sao Paulo, l'horaire normal dans toutes les branches industrielles est de 10 à 12 heures par jour. C'est principalement en se basant sur ce système que se basa l'augmentation de la productivité et que l'expansion fut rendue possible. Mais la croissance industrielle fut si rapide au cours des 3 ou 4 dernières années qu'apparut un phénomène, certainement conjoncturel, de pénurie relative de main d'oeuvre. Ce phénomène, bien qu'il soit conjoncturel, a pris une certaine intensité, au point de revaloriser le travail ouvrier. L'explication de cette pénurie relative de main d'oeuvre réside dans le fait que l'expansion industrielle fut plus rapide

que le flux normal de l'exode de la campagne vers la ville (fournisseur normal de la main d'oeuvre); il faut ajouter à ceci le fait que les conditions de travail très mauvaises -- insalubrité, longueur de l'horaire de travail, mauvaise alimentation -- ont fonctionné comme "sélecteur de main d'oeuvre", éliminant de nombreux travailleurs de la campagne qui ne "s'adaptèrent pas à la ville". Cet ensemble d'éléments créèrent une situation qui fut intelligemment utilisée dans les grèves "légales" dont nous parlions plus haut; "légales" car le refus des heures supplémentaires ne représentait pas une "grève", dans la mesure où, théoriquement, ces heures supplémentaires se font sur une base volontaire. Ces grèves eurent lieu dans les branches "dynamiques" de l'industrie -- Volkswagen, Mercedes Benz, General Motors et Aco Villares (ascenseurs). Ces grèves se firent sous la forme de paralysie partielle de certains secteurs, pendant quelques heures, mais de manière à désorganiser et faire baisser la production quotidienne. Les patrons se montrèrent immédiatement disposés à négocier avec les grévistes, sans faire appel à la police. Toutes ces grèves ne furent pas victorieuses (dans certaines le syndicat intervint comme médiateur et réussit à faire retourner les ouvriers au travail pour "discuter après"), mais la grande victoire réside dans le fait que la police n'intervint pas. Dans d'autres usines, les patrons prirent l'initiative d'accorder des augmentations de salaire, bien que celles-ci soient "illégales" en fonction de la loi de blocage des salaires en vigueur. Quand Geisel arriva à la présidence, le nouveau ministre des Finances, Simonsen, déclara que la loi était maintenue et que toute transgression serait punie (il faisait ici référence aux augmentations accordées par les patrons). Finalement, à la mi-74, il déclara que la loi "était maintenue" mais que certaines augmentations ayant un caractère de "promotion" seraient permises. Le processus d'industrialisation intense valorisa le travail ouvrier, au-delà de ce qui avait été prévu par la dictature, et ceci ne manqua pas de stimuler le redressement de la classe ouvrière.

Le principal élément négatif qui n'est pas encore surmonté est l'immense sentiment de défaite qui entraîne une auto-censure généralisée parmi les masses et également au sein de la classe ouvrière. La situation des organisations d'avant-garde ne facilite pas non plus ce dépassement. On peut dire que l'avant-garde brésilienne fut totalement décontenancée par ce processus. Il ne reste aujourd'hui que quelques noyaux de ce qui fut la gauche révolutionnaire; la plupart de ces noyaux ont perdu leur caractère d'avant-garde et sont plus des groupes de masse (ou "groupes d'étude" pour ce qui est du mouvement étudiant). C'est dans cette situation que le PCB (Parti Communiste Brésilien) essaya de rassembler les miettes laissées par le castrisme et de rétablir sa politique capitularde. Malgré sa faiblesse actuelle, le PCB, grâce à ses liens avec l'URSS et à quelques racines qu'il a gardé dans la classe

ouvrière, et surtout à cause de la confusion politique de la gauche révolutionnaire, peut recommencer à être un pôle d'attraction.

La bourgeoisie essaie de boucher les trous

Tous les éléments que nous avons énumérés ne peuvent pas nous amener à caractériser la situation comme celle d'une crise économique. La bourgeoisie se trouve à un carrefour, elle a des problèmes graves à résoudre et doit transformer des mécanismes qui fonctionnaient parfaitement jusqu'ici, mais elle ne trouve pas les solutions adéquates. Il est évident que la crise du capitalisme mondial et les problèmes structurels typiques d'une économie "sous-développée" -- et que le miracle n'a fait qu'accentuer -- peuvent se combiner pour rendre encore plus compliqués les problèmes auxquels la classe dominante et confrontée, et faire mûrir une crise. Cependant, telle n'est pas encore la situation actuelle et il serait illusoire de le croire. On ne peut pas laisser de côté quatre années de croissance économique en terme d'augmentation de la force des classes dominantes. L'épuisement de cette force accumulée exige plus de temps et plus de difficultés.

La bourgeoisie lutte pour résoudre ces problèmes. Les premiers mois du gouvernement Geisel furent marqués par des tentatives audacieuses dans le domaine de l'économie internationale (avec quelques conséquences pour la diplomatie brésilienne) par lesquelles le gouvernement chercha à établir des accords bilatéraux (avec les arabes, les japonais, les allemands) d'exportation et d'importation, cherchant à échanger les matières premières dont il ne dispose pas contre celles qu'il possède, et cherchant des investissements pour financer ses projets, souvent en les associant à des capitaux d'Etat. Les secteurs d'investissement furent, en général, des entreprises de produits semi-fabriqués et d'extraction de matières premières agricoles et minières, et le financement d'un processus de semi-industrialisation destiné à l'exportation. Ces faits sont conformes à la préoccupation générale du gouvernement d'équilibrer la balance des paiements, soit en diminuant les importations, soit en augmentant les exportations. Dans ce sens, ce que le gouvernement a réalisé jusqu'ici à une échelle relativement petite -- l'implantation de grandes entreprises capitalistes à la campagne -- pourra être développé de façon extensive, sous prétexte d'utiliser les ressources naturelles du pays. Ceci pourra produire une modification importante de la structure sociale de la campagne, avec une tendance à diminuer le nombre des petites paysans et à incorporer la masse des paysans dans le travail salarié pour les grands domaines. La classe dominante sait que la place qu'elle occupe sur le marché mondial dépend, et dépendra encore longtemps, de l'exportation de ses matières premières. La situation mondiale actuelle

de crise qui entraîne une politique protectionniste de la part des pays capitalistes avancés pour protéger leurs produits manufacturés et une hausse du prix des matières premières, renforce la "vocation agricole" des pays sous-développés. Mais le gouvernement entend transformer la campagne en une entreprise rentable du point de vue des patrons capitalistes. Au Brésil, cela signifie non pas tant la modernisation des processus d'exploitation de la terre que, surtout, une plus grande "rationalisation", à savoir une extension et un approfondissement du travail salarié, amenant même à des régimes ayant quelques caractéristiques similaires à l'esclavagisme.

En ce qui concerne la modification de l'attitude diplomatique générale du Brésil, bien qu'elle soit significative, elle montre simplement que, face aux problèmes auxquels elle est confrontée, la classe dominante brésilienne se résout à médiatiser sa lutte anti-communiste en fonction de ses besoins commerciaux. Aussi bien dans le cas de la reconnaissance de la Chine que de la Guinée Bissau, on retrouve derrière des intérêts économiques de commercer soit avec la Chine, soit avec la communauté africaine. Cela explique également l'attitude très froide envers Cuba : l'île n'est ni un marché ni un fournisseur de matières premières ou de produits essentiels; au contraire, avec son sucre, elle fait concurrence au Brésil. C'est également ce qu'ils appellent le "pragmatisme responsable" qui a amené les militaires brésiliens à relâcher leur ancienne position totalement pro-israélienne à l'ONU, cherchant des alliances et des accords avec les pays arabes; le pétrole importé, dont la majeure partie vient du Moyen-Orient, a plus de poids que les "principes".

De la même manière, il est absurde d'interpréter les timides essais de changements dans la politique interne comme des "ouvertures démocratiques", fruits de la pression de la "bourgeoisie nationale", comme le font des réformistes et d'autres secteurs de la gauche. Toutes les timides modifications, qui existent effectivement, correspondent à une tentative de la classe dominante de changer de tactique face aux problèmes auxquels elle est confrontée. Par exemple, la préoccupation du gouvernement pour l'"industrie nationale". Il n'y a pas une classe - la bourgeoisie nationale -- forte et organisée, qui fait pression sur le gouvernement Geisel pour qu'il prenne des mesures en sa faveur. Le capital national est concentré, en général, dans le commerce, le bâtiment, et la production de quelques biens de consommation non durables (alimentation, textile, chaussettes) et, dans le secteur industriel, il se concentre dans les petites et moyennes industries. En 1969 -- dernière année pour lesquelles nous avons des données -- ces petites et moyennes entreprises (entre 1 et 100 et entre 101 et 500 employés) emploient 63% de la main d'oeuvre et produisent 56% de la valeur industrielle produite (production moins salaires et matières premières), bien qu'elles représentent 98% du nombre total d'établisse-

ments. Après cette date plus de 3.000 petites et moyennes entreprises ont fermé leurs portes, tandis qu'un nombre significatif d'entreprises moyennes à capital national passeront sous le contrôle du capital étranger. Si l'on veut une image de la structure de production du pays, en sélectionnant les dix principales entreprises de chaque secteur industriel on voit que : dans le secteur de la production des moyens de production, 7 sont étrangères et 3 sont nationales; dans le secteur des biens de consommation durables les 10 principales entreprises sont étrangères; dans le secteur des biens de consommation non durables, 6 sont étrangères, 3 sont nationales et une d'Etat; dans le secteur des produits semi-fabriqués, 5 sont étrangères, une est nationale et 4 d'Etat. Il n'existe donc pas de "bourgeoisie nationale" en tant que classe forte qui fait pression sur le gouvernement.

Les préoccupations actuelles du gouvernement pour l'"industrie nationale" ont une autre origine : limiter le poids qu'a actuellement l'importation de machines et de technologie dans la balance des paiements. Dans un discours de mars 1974, Geisel parla très clairement dans ce sens : après avoir constaté la "stagnation" de l'entreprise privée nationale, il dit qu'il était "urgent d'essayer de renforcer ce secteur de l'industrie (le secteur national) afin qu'il occupe la place qui lui correspond, y compris pour appuyer et stimuler les autres secteurs (étranger et étatique) avec qui, aujourd'hui, il s'affronte presque directement." La préoccupation pour l'industrie nationale n'implique pas de changement d'attitude face au capital étranger qui continue à être vital pour l'économie du pays. C'est pourquoi Geisel déclara dans une autre partie de son discours : "Il est recommandable de maintenir dans des secteurs non stratégiques, la même politique de traitement égalitaire et y compris de favoritisme, envers le capital étranger..." Les mesures concrètes adoptées par le gouvernement en faveur de l'"industrie nationale" n'atteignent pas un millimètre des énormes avantages dont dispose le capital étranger. Elles ne font que s'ajouter à la politique antérieure et vise avant tout l'objectif d'essayer de diminuer la dépendance actuelle de l'importation de machines, de technologie et de biens d'équipement. Le gouvernement se propose d'apporter un appui financier, à travers l'Investibras, organe récemment créé, aux industries à capitaux nationaux qui "présentent des indices économico-financiers satisfaisants"; et, à travers la Embraer (Mecanica Brasileira -- Mécanique Brésilienne -- également récemment créée), financer des plans d'expansion d'industries nationales productrices de machines et de biens d'équipement. L'analyse plus détaillée de ces timides mesures ont amené les économistes à les déclarer incapables de contrecarrer une tendance "naturelle" du "modèle" : la dépendance par rapport au capital étranger conditionne les nouveaux investissements à l'im-

portation de ses machines, de ses équipements et de sa technologie. Cependant, que ces mesures soient viables ou non, ce que nous voulons souligner ici est que l'objectif de la bourgeoisie brésilienne (de ses secteurs les plus forts et les plus intégrés au capital impérialiste) est de diminuer la dépendance étroite par rapport aux oscillations du marché mondial, vu le poids important qu'ont les importations (que ce soit les machines, les équipements et la technologie, ou les matières premières comme le pétrole, le blé et les engrais) et le déséquilibre de la balance des paiements, ce qui est un élément clé pour maintenir le même rythme de

croissance. Le gouvernement, avec de telles mesures, répond beaucoup plus aux pressions des difficultés de la crise mondiale qu'à la pression des secteurs bourgeois nationaux des petites et moyennes entreprises.

Et cette réponse est dirigée avant tout vers les intérêts des secteurs forts de la bourgeoisie brésilienne, que les militaires représentent depuis qu'ils sont au pouvoir.

Septembre 1974

Ruy Mariano

ISRAEL

un an après le tremblement de terre



Les effets de la guerre d'Octobre 1973 au niveau de l'ensemble de la région arabe -- renforcement substantiel des forces réactionnaires locales et pénétration accélérée de l'impérialisme américain dans les pays où celles-ci avaient été freinées par la montée du mouvement nassériste -- tendent à faire oublier, dans une certaine mesure, la crise profonde qui continue de secouer le bastion numéro 1 de l'impérialisme dans la région, l'Etat d'Israël.

La presse israélienne s'était servi de l'expression "tremblement de terre" pour définir la profondeur de la crise provoquée par la guerre d'octobre sur la société sioniste. Or, contrairement à un tremblement de terre, généralement extrêmement limité dans le temps, un an après la guerre, la crise sociale globale ne s'est pas atténuée, mais s'est aggravée.

Au niveau économique d'abord. La restructuration de l'armée, son équipement en matériel moderne, les pertes de production dues aux 6 mois de mobilisation, ont pesé sur l'économie israélienne d'un poids énorme -- environ 40 milliards de livres israéliennes -- supérieur au Produit National Brut israélien. Les prêts et les dons de l'impérialisme américain, aussi importants soient-ils, ont été inférieurs à ce que le gouvernement israélien attendait. Or, même sans la guerre, la période de prospérité ouverte par la guerre de 1967 touchait

à sa fin. La guerre n'a fait qu'aggraver et accélérer la crise économique qui se préparait.

L'inflation atteint des sommets jamais connus en Israël (plus de 40% pour la dernière année). Le gouvernement -- moins prêt que jamais à toucher aux bénéfices et aux secteurs privilégiés par la politique sioniste (armée, immigration) a donc été obligé de présenter un budget où les dépenses sociales (santé, éducation, etc.) ont été réduites d'une façon drastique. Si l'on ajoute à cela le fait que la Histadrout a tout fait pour réduire au minimum la prime de vie chère et que les impôts indirects ont tous été augmentés, on verra facilement que ce sont les travailleurs qui paient la note de la guerre d'octobre. Pour les couches les moins favorisées, il s'agit d'une chute du pouvoir d'achat allant jusqu'à 30%.

Parallèlement, le gouvernement a dû prendre certaines mesures écomiques (restriction du crédit, limitation des subventions, blocage de la construction publique) qui entraînent faillites et mise au chômage de nombreux travailleurs. Si l'on ajoute à cela les nombreux scandales qui ont éclatés ces derniers mois (Banque Palestine-Britannique, Société pour Israël, corruptions diverses), on peut dire que l'économie israélienne est malade et que la crise,

qui ne fait que commencer, va l'ébranler très violemment.

Jusqu'à présent, le gouvernement a pu compter sur un facteur non négligeable : le manque de riposte de la classe ouvrière, dû avant tout à l'absence d'organisations de classe susceptibles de susciter une telle riposte. Certes des manifestations organisées par les Panthères Noires, des grèves locales et la constitution de quelques comités contre la vie chère ont montré qu'il faut s'attendre tôt ou tard à une réaction plus générale de la classe ouvrière israélienne à l'attaque contre son pouvoir d'achat, réaction d'autant plus violente que la Histadrout arrivera à retarder l'explosion du mouvement. Mais jusqu'à présent, la classe ouvrière israélienne n'a pas encore réellement dit son mot dans la crise ouverte par la guerre d'octobre.

Le «plan Kissinger» et ses conséquences



Mais c'est surtout au niveau politique que le tremblement de terre a atteint son niveau le plus profond. La guerre d'octobre a mis à l'ordre du jour la réalisation d'un accord global visant à stabiliser la domination impérialiste dans la région arabe. Pour Israël cela signifie la fin d'une période de sept ans de politique arrogante et agressive, d'une politique fondée sur l'occupation des territoires arabes conquis en 1967 et d'attaques permanentes contre les pays arabes voisins.

Tout a été dit sur l'effet psychologique qu'a pro-

voqué la guerre d'octobre sur les masses israéliennes, ivres pendant sept ans de la victoire de 1967, sur les mouvements de protestation qui se sont développés dès le cessez-le-feu, sur la critique de masse qui s'est développée contre la conception politique de l'ancienne équipe gouvernementale (Meir, Dayan). Mais cette prise de conscience - très limitée -- n'a pas engendré de direction politique alternative capable d'appliquer une politique plus réaliste et plus conforme au projet global de l'impérialisme U.S. Le gouvernement Rabin n'a essayé que de gagner du temps et d'appliquer la politique U.S. quand Kissinger ne laissait pas d'autres choix aux dirigeants israéliens.

La première étape de l'accord a été atteinte rapidement, sous la forme du "désengagement" dans le Sinaï et sur le Golan. Kissinger pousse aujourd'hui à la réalisation de l'étape suivante. Pour l'impérialisme américain, c'est une nécessité vitale s'il veut rendre crédible sa politique aux yeux des bourgeoisies arabes. Le voyage de Kissinger au Moyen-Orient, la reconnaissance de l'OLP (Organisation de Libération Palestinienne) par l'ONU sont les premiers signes que la deuxième étape est déjà en marche.

Face au projet Kissinger et aux pressions américaines, le gouvernement israélien est incapable de proposer une politique alternative et ne peut que marchander les "détails" (rythmes du retrait des territoires, choix des partenaires immédiats et limites des territoires à rendre). Il est évident que dans le contexte actuel -- et celui-ci ne changera pas sans le cadre d'un changement global de la politique de détente -- Israël ne peut que suivre les directives de Kissinger. Mais, et c'est là le problème principal du gouvernement Rabin, une très importante partie de la population est résolue à tout faire pour empêcher le retrait de la Cisjordanie : pendant près de sept ans le gouvernement a parlé des droits historiques, de raisons militaires et a tant fait pour justifier l'occupation militaire de ces territoires par Israël -- investissements, déclarations sur l'éternité de la présence israélienne dans les lieux historiques, éducation des jeunes sur ce droit à l'annexion, etc. -- et aujourd'hui il a devant lui des dizaines de milliers d'israéliens qui ont pris comme argent comptant le non retrait de ces territoires "historiques".

La «colonisation sauvage»

C'est dans ce contexte qu'il faut voir les dernières tentatives de "colonisation sauvage". Il s'agit là d'un mouvement de masse, jouissant d'une popularité réelle et dont les objectifs -- affirmer la présence définitive d'Israël dans toute la Cisjordanie -- sont ressentis comme justes par une grande partie de la population et des partis politiques (y compris toute l'aile Dayan du Parti Travailleiste). Devant la

"menace réelle" du plan Kissinger il s'agit pour eux de prendre des initiatives susceptibles d'une part de saboter les accords en cours et, d'autre part, de mobiliser les masses israéliennes contre la "capitulation gouvernementale".

Le mouvement qui a organisé les colonisations sauvages est composé de deux éléments ayant des projets politiques différents : d'une part, la jeunesse du Parti National Religieux, éduquée ces dernières années dans une perspective de guerre sainte pour conserver l'intégrité de la Palestine et la domination israélienne sur les "lieux saints". Leur projet politique, fondé sur une hystérie mystique diffusée par certaines autorités religieuses, n'aurait aucune conséquence pratique si, à ce mouvement, ne s'était greffé une direction qui, elle, a un plan politique précis, pas nécessairement identique -- dans ses motivations et ses objectifs -- que la masse qu'elle dirige. Cet élément est composé de dirigeants d'extrême-droite -- souvent des officiers supérieurs -- ayant pour objectif le pouvoir et la constitution d'un type d'Etat nouveau d'où disparaîtraient les derniers restes de libertés démocratiques. Pour eux, le retrait possible de la Cisjordanie n'est que l'occasion de créer un climat propice à un tel changement de régime.

Comme nous l'avons expliqué dans nos tracts ces deux éléments se complètent : le sabotage des accords de Genève et l'annexion de la Cisjordanie impliquent une nouvelle guerre dans un avenir proche; celle-ci nécessite de surmonter, auparavant, la crise sociale qui secoue Israël, d'où la nécessité d'un type encore plus poussé d'Etat fort capable de réduire toute opposition au silence et de remettre sur pied un appareil militaire et une "conscience nationale" ébranlée pendant la guerre d'octobre.

Face à cette offensive de l'extrême-droite, le gouvernement travailliste a grand peine à réagir. Il ne peut pas laisser des groupes organiser des colonisations sauvages, confronter l'armée et faire planer la menace de la guerre civile. Mais, d'autre part, il n'a pas les moyens de s'opposer efficacement à ce mouvement : toute la politique du mouvement sioniste est fondée sur la "colonisation sauvage" de la Palestine et ces sept dernières années le gouvernement travailliste a volontairement refusé d'éduquer la population dans le sens d'une politique réaliste fondée sur le retrait des territoires occupés; qui plus est, une riposte effective nécessiterait une mobilisation de masse, avant tout des bastions ouvriers dominés par la Histadrout, sur une base claire, ce qui entraînerait la scission au sein du Parti Travailliste et une dangereuse dynamique qu'au sein des masses mobilisées.

C'est pourquoi le gouvernement s'est contenté, jusqu'à présent, de réduire de la façon la

plus discrète possible les effets de la colonisation sauvage, avec le minimum de confrontation et avec les colons, et avec leur "idéologie".

L'opposition au mouvement de colonisation sauvage a donc été menée par les mouvements sionistes (Hachomer Hatsafr, Moked), Mais, même eux, en tant que sionistes; n'ont pu que se limiter à l'aspect "illégal" de la colonisation, en plaçant leur opposition dans le contexte d'une pression sur le gouvernement pour qu'il mette fin aux menées des partisans des colonies sauvages. Leur slogan principal est : "Colonisez le Negev et non la Cisjordanie". Moked, qui a su organiser l'occupation de la ferme du général Ariel Sharon (un des dirigeants non officiels du mouvement) et le bureau central du mouvement, n'a même pas su exploiter la découverte d'armes dans le bureau -- conscient de l'aspect explosif de cette découverte. La contradiction flagrante entre la volonté d'être une opposition effective aux menées fascisantes de la droite et la base sioniste de leur idéologie et de leur pratique rend caduque toute possibilité pour Moked ou Hachomer Hatsafr de contrer réellement la droite sioniste.

Pas de compromis avec le sionisme!

Tel a été le thème de l'intervention des marxistes révolutionnaires de Matzpen-Marxiste. Dans des tracts diffusés massivement dans les grandes villes du pays, nous avons expliqué qu' "il n'y a pas de colonisation légale" et que les "sauvages" trouvent la justification de leurs actes dans 50 ans de l'histoire sioniste; que le gouvernement était totalement incapable de répondre aux menées des colons sauvages et qu'il ne servait à rien de faire pression sur ce gouvernement, qui, de toute façon, avait, pendant sept ans créé les conditions de la contradiction dans laquelle il se trouvait : se soumettre à la pression américaine -- c'est-à-dire rendre la Cisjordanie -- après avoir affirmé le droit inaliénable des juifs sur ces territoires.

Nous ajoutons que seule une riposte de masse, sur la base du retrait inconditionnel de tous les territoires occupés et de la défense des droits de la classe ouvrière -- le droit de s'organiser pour défendre ses intérêts -- pourrait mettre fin aux visées fascisantes des colons sauvages.

Car c'est la classe ouvrière qui est visée avant tout par Ariel Sharon et ses hommes : c'est elle qui devra payer le prix de la guerre qu'ils préparent sciemment, en vies humaines, en niveau de vie et en libertés démocratiques. C'est donc son intérêt de lutter contre les colons sauvages et le seul objectif capable de créer les conditions de rapports nouveaux avec l'environnement arabe, ce n'est pas la soumission

au plan Kissinger, mais le retrait inconditionnel de tous les territoires occupés depuis 1967.

Malgré leurs faiblesses, les marxistes révolutionnaires ont pu d'une façon massive et diversifiée (tracts, manifestations de lycéens, participation aux occupations lancées par la gauche sioniste, participation à l'initiative -- avortée pour l'instant -- d'une "colonisation" par des arabes d'un village duquel ils ont été expulsés) donner la seule réponse réelle au dilemme "colonisation sauvage" ou "colonisation légale". A bas l'occupation ! Retrait inconditionnel de tous les territoires occupés ! Leur intervention a surtout été remarquée dans les manifestations des Panthères Noires pour la libération de leur dirigeant Charly Bitton, où ils expliquèrent le rapport réel entre la libération de Bitton et la lutte contre la colonisation.

L'absence des autres éléments de la gauche anti-sioniste n'a fait que réaffirmer la situation critique dans laquelle les a mis la crise d'octobre : les spontanéistes de Matzpen-Tel Aviv et surtout l'ACR (Alliance Communiste Révolutionnaire), en acceptant le plan Kissinger, et de ce fait l'existence de l'Etat d'Israël, se sont rendus incapables de donner une alternative aux slogans de la gauche sioniste et n'ont pu que suivre le mouvement et les directives de cette gauche sioniste.

Or, plus que jamais, alors que la crise sociale se développe et que les menées de Kissinger vont provoquer des clivages importants au sein de l'Etat sioniste, il est nécessaire de faire entendre l'alternative anti-sioniste, la seule capable de mettre fin au conflit qui oppose les masses juives à l'ensemble des masses arabes; plus que jamais il est nécessaire par un ensemble de slogans transitoires et par une propagande clairement anti-sioniste de dire à la fois non à l'extrême-droite sioniste qui prépare, par l'annexion des territoires occupés, une guerre prochaine, et à ceux qui suivent le plan Kissinger visant à stabiliser la région sur le dos des palestiniens et de l'ensemble des travailleurs de la région arabe.

La seule issue progressiste et durable du conflit israélo-arabe passe par la destruction de l'Etat sioniste et le développement de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste de tous les travailleurs de la région arabe. La seule solution à la crise que traverse la société sioniste passe par une démarcation nette de la classe ouvrière israélienne du sionisme, de sa pratique, de son partis et de son idéologie. C'est la raison pour laquelle, malgré leur isolement, le rôle des marxistes révolutionnaires israéliens est capital dans le développement de la crise actuelle.

12 octobre 1974

M. Warchawsky

INDE



Au milieu des années 60 et au lendemain de la mort de Nehru, la domination de la bourgeoisie indienne connut sa première crise profonde. La pénurie de vivres s'ajouta au mécontentement croissant par rapport aux espérances non satisfaites après l'indépendance (persistance du chô-

mage massif, du sous-emploi, de l'appauvrissement et de l'endettement des pauvres au village). Des échecs imprévus dans le conflit avec la République Populaire de Chine et dans le conflit avec le Pakistan accentuèrent le malaise politique. Le Parti du Congrès connut

une crise de direction retentissante. Les partis ouvriers semblèrent prêts à prendre la relève, surtout dans les deux foyers principaux de l'agitation populaire, le Bengale occidental et le Karala.

Un redressement d'apparence spectaculaire...

Cinq ans plus tard, la situation sembla changer du tout au tout. La faillite des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie au Bengale et au Kerala avait précipité les partis de gauche dans un marasme et une absence de perspectives prononcées. En se séparant habilement de l'aile droite de leur parti, la plus déconsidérée, les dirigeants du Congrès semblaient regagner un nouveau crédit. Leur démagogie "socialiste" parut crédible, surtout en fonction de l'appui que le PC pro-Moscou de Dange leur accorda. La prétendue "révolution verte" sembla promettre un accroissement considérable de la production alimentaire. L'industrialisation parut s'affermir. Aux élections de 1971, Indira Gandhi obtint les deux tiers des sièges au Parlement.

Mais c'est surtout sur le terrain international que la bourgeoisie indienne put marquer des points. Comme Nehru, Indira Gandhi utilisa ses succès internationaux surtout comme moyen de détourner l'attention des problèmes internes non résolus. La crise au Pakistan oriental lui fournit l'occasion de prendre sa revanche sur la guerre de 1966. Cette fois-ci l'armée pakistanaise fut écrasée. L'armée indienne entra au Bengale oriental sous l'apparence d'une armée "libératrice".

La première expérience nucléaire réussie par les savants indiens renforce encore l'impression d'une hégémonie indienne totale sur tout le sous-continent. Le Sikkim fut incorporé bon gré mal gré dans l'Union. Une tutelle de fait risque de s'étendre sur le Népal, voire la Birmanie et le Sri Lanka, ce qui provoquera d'ailleurs des réactions quelquefois tumultueuses, y compris aux Indes mêmes parmi les Nagas. Les relations avec l'impérialisme, détériorées lors de la guerre du Bangla Desh, se redressèrent, la bourgeoisie indienne continuant son jeu de bascule habile entre Moscou et Washington. Des manoeuvres en vue de normaliser les rapports avec Pékin furent entreprises. Dans la presse occidentale comme dans la presse en Extrême-Orient, on commença à célébrer Indira Gandhi comme l'"impératrice de l'Inde".

...rapidement suivie d'une crise aggravée

Bientôt, il fallut cependant déchanter. La société indienne néo-coloniale était loin d'avoir trou-

vé une stabilité tant soit peu durable. Tous les facteurs de crise du milieu des années 60 refirent surface, quelques uns avec une force explosive accrue.

La crise alimentaire est la plus grave. L'échec de la "révolution verte" est patent. Après quelques années de bonnes récoltes, l'agriculture indienne stagne ou recule. En 1974 on ne récoltera sans doute que 103 millions de tonnes de céréales et graines de légumes contre 107 millions en 1971, 104 en 1972 et 100 en 1973 (avec une population qui s'accroît de millions de têtes par an). Le plan avait prévu 118 millions de tonnes pour 1974...

Les disponibilités de céréales indiennes par tête d'habitant qui avaient atteint 439 gr. par jour en 1965, sont tombées à 425 gr. en 1972, et ont encore diminué depuis.

La sécheresse a frappé une dizaine d'Etats, dont les Etats dits "riches" de l'Inde occidentale. On estime les pertes de la récolte d'été (kharif) à 30% dans le Pendjab et à 85% dans le Rajasthan. Des conditions de quasi famine règnent dans des zones entières du Gujarat, d'Orissa, du Rajasthan, de Madhya Pradesh et du Bihar. Mais c'est surtout le Bengale occidental qui est frappé. Le gouvernement de cet Etat admet que quinze millions d'habitants y sont soit sans nourriture, soit doivent se contenter de moins d'un seul repas par jour. Dans le nord de l'Etat de Bihar, les inondations causent autant de famine que la sécheresse dans le sud du même Etat.

Déjà en 1973, il y eut une pénurie sévère de vivres; quelques 200 millions d'indiens ne mangèrent pas à leur faim. Mais l'écart entre les riches et les pauvres fut plus frappant que jamais dans l'Inde "socialiste". Des dîners de Noël furent offerts dans les grands hôtels coûtant de 150 à 350 roupies par tête (de 90 à 120 francs français). En même temps 40% de la population vivent de moins d'une demi-roupie par jour (moins de 50 centimes français par jour!).

En 1972, Indira Gandhi essaya de nationaliser le commerce en gros des céréales pour décourager l'agiotage en vivres. Ce fut un échec total, et le gouvernement fut obligé de remettre ce commerce dans les mains du commerce privé. Le marché noir continue à fleurir.

La hausse du prix du pétrole sur le marché mondial a été un coup terrible pour l'économie indienne, qui souffre d'un manque de sources d'énergie autochtones. Le déficit de la balance des paiements de l'Inde risque d'atteindre cette année 1,5 à 2 milliards de dollars, plus que l'ensemble de l'"aide" nette reçue de l'étranger. Ce déficit s'ajoute à un poids d'endettement extérieur déjà exorbitant : 25% du produit d'exportation annuel est hypothéqué

sur le service des dettes extérieures antérieures.

Il s'en est suivi une restriction obligatoire des importations de matières premières qui s'est jointe à la pénurie de vivres pour créer un climat général de pénurie dans le pays. Ce ne sont pas seulement les vivres qui se font rares, même dans les grandes villes, mais le pétrole à brûler, le mazout, les allumettes et jusqu'au bois et au papier. Le vénérable Times of India, imprimé sur du papier jauni qui le rend presque illisible, se plaît, dans un éditorial récent, à souligner la nouvelle dimension qu'a acquise la vie d'une ménagère (de classe moyenne et supérieure s'entend). Elle "vit dangereusement". "Faire des emplettes, c'est devenu une aventure quotidienne qui comporte chaque jour plus d'imprévu".

La pénurie des matières premières, ainsi que les conséquences de la récession économique internationale, ont durement frappé l'industrie indienne. Celle-ci ne travaille plus qu'à une fraction de sa capacité de production. Après avoir stagné en 1973, elle déclinera même en 1974. Le chômage partiel et les licenciements ont frappé plusieurs branches d'industrie majeures. Toute une série de projets d'investissements, telle la nouvelle aciérie à Salem (Tamil Nadu), ont dû être arrêtés.

Le discrédit frappe le «nouveau congrès»

Il n'en a pas fallu plus pour démasquer comme illusoire toutes les promesses de "renouveau" du parti du Congrès, faites par le groupe d'Indira Gandhi au moment où il se débarrassa de l'aile droite, le fameux "syndicat". En vérité, l'administration du "nouveau Congrès" s'est avérée toute aussi vénale et toute aussi corrompue que l'administration du "syndicat", que tout le monde s'était mis à honnir, il y a quelques années à peine.

Dans plusieurs Etats, notamment le Gujarat, Bihar et Uttar Pradesh, les accusations de corruption lancées contre les chefs locaux du Congrès furent si évidentes et si bien fondées que de vastes mobilisations populaires furent déclenchées contre les gouvernements d'Etat, mobilisations qui ébranlèrent profondément ceux-ci. Au Gujarat, le parlement régional fut même contraint de démissionner.

Pour lâcher du lest, le gouvernement central de Mme Indira Gandhi dut déclencher une vaste opération contre les contrebandiers, les gangsters et les organisateurs du marché noir. Les personnes arrêtées sous inculpation d'être les chefs de cette véritable "maffia" indienne étaient connues depuis longtemps... comme les bailleurs de fonds de tous les partis bourgeois, à commencer par le "nouveau Congrès" d'Indira Gandhi elle-même !

Mais il y a une différence essentielle entre la crise de direction que traverse aujourd'hui la bourgeoisie indienne et celle qu'elle connut au milieu des années 60. A cette époque, les partis ouvriers d'opposition, surtout le plus puissant d'entre eux, le Parti Communiste (marxiste), avaient le vent en poupe. Ils étaient considérés par une fraction non négligeable des masses paysannes, sans parler de la majorité de la classe ouvrière, comme la solution de rechange politique par rapport au règne du parti du Congrès, usé par un quart de siècle d'exercice du pouvoir.

Aujourd'hui il n'en est rien. Le Parti Communiste (marxiste) (PC(m)), affaibli par le départ de son aile gauche maoïste (les Naxalites), a été profondément discrédité par la participation aux gouvernements de coalition avec la bourgeoisie au Bengale occidental et au Kerala, par la manière dont il protégea les intérêts de la propriété privée lors de cette expérience, par l'emploi démoralisateur et massif de la violence au sein du mouvement de gauche, dont il prit la responsabilité principale et qui finit par se retourner contre lui.

Le Parti Communiste d'Inde de Dange, plus droitier que le PC(m), "colla" au "nouveau Congrès", redistribua comme monnaie courante sa démagogie "socialiste", apparut comme l'allié le plus proche d'Indira et subit d'autant plus le discrédit qui frappe l'équipe au pouvoir.

Quant aux Naxalites, leur stratégie aberrante, combinant le déclenchement de la "guerre populaire" par l'assassinat individuel de propriétaires fonciers ou de koulaks dans les villages, avec le maintien dogmatique d'un cours vers la "révolution par étapes" et vers l'"alliance des quatre classes", fit décimer leurs rangs par une répression féroce, sans leur permettre de prendre souche dans les couches les plus pauvres des populations rurales et urbaines.

Dans ces conditions, le vide politique créé par la crise du parti au pouvoir et par le manque de crédibilité des grands partis de gauche et d'extrême-gauche, risque d'être rempli par la droite, ou du moins par des opérations politiques confuses, dont la droite pourrait tirer profit.

Les diverses mobilisations de masse contre la corruption et le marché noir que nous avons déjà mentionnées et qui furent déclenchées par des explosions d'étudiants, sont actuellement dirigées par Jai Prakash Nahrain. Cet ancien dirigeant de la gauche du Congrès de Gandhi fut le fondateur et le principal porte-parole du Parti Socialiste du Congrès, puis du Parti Socialiste. Il est surtout connu en Inde comme un promoteur de mouvements non violents, soit de désobéissance civile, soit de distribution bénévole de terres au profit des parias et des déshérités.

Les mouvements de masse qu'il organise aujourd'hui sur le modèle de la désobéissance ci-

vile non violente ont un impact incontestable dans les masses. C'est à tel point vrai que, même là où il appuie des gouvernements d'Etat du Congrès, le PC pro-Moscou a été obligé de se joindre aux manifestations déclenchées par Jai Prakash. Mais la plate-forme de ces mouvements est des plus confuses. Ceci permet aux partis d'opposition de droite, dirigés par le Jan Sang ultra conservateur, chauvin sinon carrément semi-fasciste, de les appuyer également. Comme il est beaucoup mieux organisé et mieux implanté que les partis de gauche qui participent à cette "coalition" nouvelle manière, c'est lui qui risque en définitive de profiter du prestige accru de Jai Prakash Nahrain, que certaines forces bourgeoises voudraient "pousser" à devenir une solution de rechange "typiquement indienne" par rapport à Indira Gandhi.

Le désarroi du mouvement ouvrier

Rien n'exprime mieux le désarroi dans lequel se trouve le mouvement ouvrier indien que le fait qu'en pleine crise économique et politique, la bourgeoisie indienne ait pu se permettre le luxe de déclencher une offensive de grand style contre la classe ouvrière, sans courir de trop grands risques, du moins à brève échéance.

INPRECOR a déjà relaté (dans le numéro 4) la grande grève des cheminots indiens de ce printemps qui refléta à la fois la combativité certaine des travailleurs indiens et l'impuissance et la trahison de leurs directions traditionnelles, qui ont conduit ce magnifique combat à la défaite.

Les résultats de cette défaite ne se firent pas attendre. En juillet 1974, le gouvernement d'Indira Gandhi proclama un véritable blocage des salaires pour "lutter contre l'inflation" qui avance au rythme de 30% par an. (La cause essentielle de cette inflation c'est le déficit budgétaire croissant, qui passe de 2,6 milliards de roupées en 1968 à 3,1 milliards en 1969, 3 milliards en 1970, 4,3 milliards en 1971, 6,4 milliards en 1972 et 8,1 milliards en 1973). Il instaura un régime d'épargne forcée, c'est-à-dire interdisant l'octroi des adaptations des salaires aux hausses des prix et bloquant ces sommes dans des comptes d'épargne. Les directions syndicales centrales, ainsi que les partis ouvriers opportunistes ne réagirent pas devant cet attentat caractérisé contre le pouvoir d'achat des travailleurs qu'avec une extrême mollesse. Ils acceptèrent le principe de la politique des revenus, se contentant de réclamer son application "moins inique" par des mesures contraignantes de "contrôle des prix et des bénéfices". Inutile d'ajouter que ces "revendications" tout à fait illusoire ne provoquèrent que des promesses vagues, sinon des réactions méprisantes du côté du gouvernement.

Un fait illustre le degré d'opportunisme dans lequel se vautre aujourd'hui le mouvement ouvrier indien "officiel". Dans une situation sociale de plus en plus explosive, marquée par une misère des masses insoutenable, le dirigeant du seul parti dit d'"extrême-gauche" au Parlement central, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), Thridhib Chaudhury, qui se prévalait il n'y a guère encore de "sympathies trotskystes", non seulement accepte d'être le "candidat unique de la gauche" au poste de président de la République, mais se transforme en candidat unique de l'opposition de gauche comme de droite (y compris de l'extrême-droite) et déclare solennellement vouloir respecter et appliquer la constitution indienne avec tout ce que cela implique, c'est-à-dire y compris la protection de la propriété privée et la sauvegarde de l'appareil de répression. S'il y a une petite opposition "trotskysante" au sein du PSR pour s'indigner de cet ultra-opportunisme, pour la masse des militants de ce parti, sans parler de la masse des cadres des grandes organisations ouvrières, ce n'est là qu'une variante de plus de la "voie indienne au socialisme".

Des explosions de masse inévitables

Pourtant la situation reste riche de nombreuses potentialités révolutionnaires.

L'impatience et le désespoir des masses les plus appauvries augmentent sans cesse. Déjà, comme au Bengale occidental il y a dix ans, les incidents se multiplient au cours desquels des masses affamées prennent d'assaut des trains chargés de vivres, s'efforcent de saisir des stocks de vivres cachés par les agioteurs, obligent de gros commerçants ou des entreprises industrielles à distribuer leurs produits aux prix officiels ou même sans paiement.

Des émeutes rurales et urbaines vont se produire. Des foyers de rébellion s'allument contre le règne des gros propriétaires, gros paysans usuriers et gros marchands. Des paysans pauvres, métayers, fermiers ou ouvriers agricoles refusent, à plusieurs endroits, de lâcher la part des récoltes que les classes possédantes accaparent habituellement. Tout cela confirme que la crise indienne n'est ni fatale ni démographique, mais qu'elle a ses racines dans la structure sociale du pays.

De vastes mouvements de grève d'ouvriers agricoles peuvent s'articuler avec ces mouvements de révolte, mouvements de grèves que des secteurs importants de la classe ouvrière urbaine peuvent commencer à appuyer, comme ce fut le cas cette année à Bombay. Dans les usines également, un renouveau et une radicalisation se précisent. La division syndicale, dont le patronat et l'Etat bourgeois

tirent profit, tend à être spontanément remise en question, sinon dépassée, par un mouvement d'élection de délégués, voire de comités unitaires à la base.

D'autre part, au sein de l'avant-garde politisée, l'échec des Naxalites a déclenché un grand débat théorique qui débouche, pour la première fois dans un secteur plus vaste, sur la remise en question du schéma classique stalino-maoïste de la "révolution par étapes". L'idée de l'inévitable issue socialiste de la révolution indienne, voire toute la conception de la révolution permanente opposée à celle de la révolution par étapes, est aujourd'hui discutée par divers groupes et sous-groupes de l'extrême-gauche qui apparaissent un peu partout, comme produit de la décomposition du Parti Communiste de l'Inde (marxiste-léniniste), naxalite.

La multiplication de ces groupes d'avant-garde, qui ne se limitent en général point à la discussion théorique mais qui recherchent le lien local et régional avec le mouvement de masse ouvrier et paysans, démontre sans aucun doute

que les conditions mûrissent pour un renforcement important des marxistes-révolutionnaires en Inde. Elle démontre cependant aussi qu'une organisation existante dans le pays n'a pas encore été capable de fonctionner comme un pôle d'attraction, fut-ce de manière modeste, pour tous ces éléments critiques.

Un tel rôle réclame, de toute évidence, outre une participation théorique et politique constante au débat pour défendre les thèses programmatiques de la IVème Internationale, des initiatives dans l'action et une pratique qui rendent l'organisation attrayante pour ceux qui cherchent une solution de rechange par rapport aux réformisme, au stalinisme, au maoïsme et au centrisme qui ont tous fait faillite en Inde.

C'est dans la voie d'accomplir ces deux catégories de tâches que les trotskystes indiens devront s'orienter s'ils veulent saisir la chance actuelle de construire une organisation révolutionnaire sérieuse dans leur pays.

23 octobre 1974
Pierre Dupont



DANEMARK

37 000 ouvriers en procès!

Le capitalisme danois a été frappé très durement par la stagnation économique et la récession générale qui se développent dans toute le monde capitaliste. Le taux d'inflation au Danemark est de 16%, un des plus élevés en Europe. En même temps, les chiffres officiels du chômage atteignent plus de 9% de la population active, ce qui signifie que plus de 75.000 travailleurs sont inoccupés. On s'attend à ce que le chômage atteigne 100.000 travailleurs cet hiver et le printemps prochain. La stagnation économique mondiale est la première responsable de la récession au Danemark, mais la politique du gouvernement, qui s'est concentré sur la tentative de réduction du déficit de la balance des paiements (plus de 5 millions de couronnes danoises pour la première moitié de 1974), a largement contribué à aggraver

la crise. Le gouvernement a mené une politique déflationniste et a tenté d'utiliser la croissance du chômage pour briser la résistance des travailleurs. Mais les travailleurs ont riposté rapidement et ont ainsi complètement modifié la situation politique du pays. Au printemps dernier le gouvernement adopta une réforme fiscale qui réduisait les taux d'impôts, mais réduisait également les dépenses pour l'assistance sociale, ce qui entraînera une baisse du niveau de vie des travailleurs les moins bien payés. Les travailleurs répondirent à la décision gouvernementale par une vague de grèves spontanées (voir INPRECOR N° 4). Environ 300.000 ouvriers cessèrent de travailler. Il y eut plusieurs manifestations de 50.000 personnes devant le Parlement; les manifestants exigeaient la démission du gouvernement.

Le Danemark qui était autrefois le pays le plus calme de Scandinavie a rejoint le groupe de pays européens où des confrontations de classe décisives se développent.

La bourgeoisie considéra la vague de grève de mai dernier comme un test important et décida d'y répondre en faisant un procès à 37.000 ouvriers accusés d'avoir organisé des grèves illégales. Les travailleurs doivent être jugés par le Tribunal du Travail, organe composé de 3 membres représentants les employeurs, 3 membres représentant les syndicats et un membre "neutre" faisant office de président. Les dirigeants syndicalistes sociaux-démocrates refusèrent de se retirer du Tribunal du Travail pour protester contre cette provocation et refusèrent de mobiliser les travailleurs contre les procès. En fait, ils participèrent au premier procès qui se déroula le 17 octobre. Le résultat de ce procès fut que 400 ouvriers des chantiers navals de Svendborg furent déclarés coupables et condamnés à des amendes de 70.000 couronnes danoises (environ 55.000FF, 450.000 FB, 37.000 FS). Les travailleurs du pays entier suivirent le procès très attentivement. Des grèves de solidarité éclatèrent quand la décision du tribunal fut annoncée. Le soir même de leur "condamnation" les travailleurs de Svendborg eux-mêmes déclenchèrent une grève. Au cours d'une assemblée à laquelle tous les travailleurs des chantiers navals participèrent, ils votèrent une résolution qui déclarait, entre autre : " Nous appelons toutes les usines du pays à appuyer notre lutte contre le système capitaliste." Ce même soir 400 ouvriers d'un autre chantier naval entraient en grève.

Le lendemain (18 octobre) plus de 25.000 ouvriers quittèrent leur travail. Les travailleurs de l'entreprise automobile B&W firent une manifestation dans le centre de Copenhague, bloquant la circulation dans une des principales avenues de la ville. Cette mobilisation fut stimulée par l'action d'une opposition à la social-démocratie qui s'est développée au sein des syndicats. L'opposition appela les ouvriers à se mobiliser contre le Tribunal du Travail et à refuser de payer les amendes. Ceci contrastait fortement avec l'attitude adoptée par Thomas Nielsen, président du LO (Landsorganisation -- Conseil Syndical National) qui déclara : "Il est faux d'attaquer la décision du tribunal car cette décision est correcte du point de vue judiciaire."

Le lundi 21 octobre de nombreux travailleurs participèrent aux grèves de solidarité, particulièrement des travailleurs des ports et des chantiers navals. Au moment où nous écrivons le résultat de cette vague de grève n'est pas encore clair, mais il est très probable que les employeurs vont maintenant tenter de négocier un arrangement avec les dirigeants syndicaux afin de ne pas faire le reste des procès usine par usine. Ils vont, au lieu de cela,

essayer d'utiliser le premier procès comme un précédent et de juger le reste des 37.000 travailleurs en bloc.

La politique ultra-droitière des dirigeants sociaux démocrates et syndicaux a stimulé l'apparition d'une forte opposition organisée au sein des syndicats. Cette opposition a été principalement dirigée par le Parti Communiste qui a, en conséquence, renforcé sa position au sein de la classe ouvrière. La force accrue du PC s'est reflétée dans les dernières élections municipales à Copenhague dans lesquelles le PC a recueilli 18% des votes. Alors que le PC maintient sa perspective purement parlementariste il a développé une ligne plus militante sur les questions syndicales et de nombreux travailleurs voient en lui une direction alternative à la direction syndicale actuelle. On a pu clairement voir la force du PC lors de la réunion des 5/6 octobre, organisée par le Formandsinitiativet (Initiative des Présidents) et qui réunit 900 dirigeants syndicaux locaux.

La réunion des 5/6 octobre décida d'appeler à une journée d'action le 26 novembre. On s'attend à ce que près de 2 à 3 millions de travailleurs répondent à leur appel, fassent grève et manifestent ce jour-là. Le principal mot d'ordre de cette journée d'action est "A bas le gouvernement Hartling !"

Bien que la vague de grève de mai dernier n'ait pas apporté, du point de vue des gains immédiats, des résultats concrets, les travailleurs n'ont pas été démoralisés comme le montre l'ampleur des grèves de solidarité actuelles. Sinon, néanmoins, le patronat maintient sa politique actuelle et si les dirigeants syndicaux continuent dans leur défense ouverte de la politique des revenus et d'une coalition avec les partis bourgeois, il est probable que d'importants changements se produiront au sein du mouvement ouvrier danois. Il est possible qu'on assiste au développement d'un Parti Communiste renforcé ou à une scission de l'aile gauche du Parti Socialiste sous la pression de la radicalisation ouvrière. Il est clair que le 26 novembre représente un objectif important pour la lutte des travailleurs danois.

non à la xénophobie !

Les 19 et 20 octobre derniers les citoyennes et citoyens suisses devaient se prononcer sur une initiative (1) proposant l'expulsion de la Suisse de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés. Les OUI s'élevèrent à 34% des votants (participation au vote: 70% des électeurs). En 1970, sur une initiative de même nature le pourcentage des OUI atteignait 46%.

Pour comprendre l'enjeu d'une telle votation, il faut situer l'importance décisive des travailleurs immigrés dans le développement du capitalisme suisse. Le nombre total de travailleurs immigrés (saisonniers, annuels, domiciliés, etc.) est passé de 175.000 en 1950 -- début de la longue période de croissance du capitalisme suisse -- à 886.000 en 1972 (essentiellement italiens et espagnols). Les travailleurs immigrés, de 1950 à 1972 sont passés de 1% de la population active salariée à 31% en 1970. Néanmoins, en 1969, ils ne perçurent que 17,7% de la totalité des salaires distribués. Ces chiffres indiquent que la valorisation du capital en Suisse n'a pu se faire que grâce à l'arrivée massive des travailleurs immigrés et donnent une image de la surexploitation que ces derniers subissent.

Le mouvement syndical ne tenta aucunement -- bien au contraire -- d'intégrer à ses organisations les travailleurs immigrés. Ainsi, le capital put aisément utiliser les travailleurs immigrés pour freiner la dynamique de croissance des salaires. Il eut le champ libre pour multiplier les discriminations dans tous les domaines : salaires, sécurité sociale, formation professionnelle, scolarité des enfants d'immigrés, etc. De plus, le mouvement syndical -- essentiellement représenté par l'Union Syndicale Suisse, liée à la social-démocratie qui participe au gouvernement depuis la seconde guerre mondiale) développa une politique fondamentalement xénophobe, dans la tradition du social-chauvinisme qui caractérise le mouvement ouvrier suisse. Tout d'abord, il multiplia, dans les années 50, les attaques contre les militants des Partis Communistes de l'immigration (essentiellement le Parti Communiste italien et le Parti Communiste espagnol). Ensuite, il revendiqua une limitation de l'entrée des travailleurs immigrés, espérant ainsi provoquer des tensions sur le marché du travail qui favoriseraient des augmentations de salaires, sans qu'aucune lutte ne soit engagée (depuis 1937 la fédération de la métallurgie a passé un accord de "paix du travail" avec le patronat qui implique une renonciation totale à la grève).

Ces perpétuels appels des syndicats pour limiter le nombre des travailleurs immigrés, l'éloignement des travailleurs immigrés des syn-

dicats, le soutien, par les syndicats, des discriminations les plus grossières ont préparé le terrain à l'extrême-droite xénophobe (2). Celle-ci, dès le début des années 60, se lança dans de vigoureuses campagnes contre l'immigration. L'audience de sa propagande dans des couches ouvrières autochtones était et est importante, d'autant plus que -- vu les confusions entretenues par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier -- de nombreux travailleurs expriment de cette manière une opposition distordue au capital, en s'affirmant contre la politique patronale et gouvernementale en matière d'immigration.

Pour la bourgeoisie, les discriminations, les limitations ou la suppression des droits politiques, civiques, syndicaux des travailleurs immigrés remplissent une fonction bien précise: éviter que le renforcement quantitatif de la classe ouvrière ne puisse s'exprimer sur le plan social et politique. Dès lors, marginaliser 800.000 travailleurs immigrés, faire que le simple fait d'immigrer leur supprime tous les droits que le mouvement ouvrier européen a conquis au travers d'un long combat, est un objectif essentiel pour elle. Durant cette votation elle ne manqua pas d'insister sur la valeur des motivations qui guidaient les porteurs de l'initiative, mais sur l'irrationalité (économique) de leurs conclusions.

La Ligue Marxiste Révolutionnaire (section suisse de la IVème Internationale) avait déjà développé une vaste campagne contre la xénophobie en 1970. Depuis, elle n'a cessé de développer un travail dans cette direction. A l'occasion de cette deuxième votation, la LMR fut à la tête de la plus grande partie des actions qui surgirent dans le mouvement ouvrier pour riposter à la campagne d'extrême-droite. Non seulement accentua-t-elle son travail en direction des entreprises, mais elle stimula de multiples manifestations unitaires entre l'immigration et l'avant-garde ouvrière et jeune d'origine suisse. Ainsi, ce sont plus de 2.000 travailleurs immigrés et suisses, jeunes... qui manifestèrent à Lausanne leur opposition à la politique de l'extrême-droite. Au Tessin (région de langue italienne), dans des villes de quelques dizaines de milliers d'habitants, des milliers de manifestants (immigrés et suisses) clamèrent leur volonté de combat unitaire contre la politique patronale. En outre, pour la première fois depuis des décennies, plus de 150 militants syndicalistes de diverses fédérations se réunirent pour organiser une campagne pour l'unité de tous les travailleurs, la suppression des discriminations et contre la politique social-chauvine des directions syndicales.



Il faut souligner que le gouvernement interdit à des militants des sections européennes de la IVème Internationale de prendre la parole dans des meetings internationalistes. Ainsi, les camarades Tariq Ali (de l'IMG), E. Pellegrini (de la section italienne), S. Robichon (du FCR français) ne purent s'exprimer directement... mais le firent néanmoins sur des appareils vidéos !

La Parti du Travail (PC suisse) limita au maximum sa campagne, craignant de perdre des voix dans certains secteurs ouvriers aux prochaines élections; ceci ne manqua pas de susciter quelques tensions avec le PCI et le PCE. De même que le reste de l'extrême-gauche, le Parti du Travail refusa de mettre en avant des mots d'ordre élémentaires et essentiels tels que Mêmes Droits Politiques et Syndicaux Pour Tous Ceux qui Travaillent en Suisse et Liberté de Circulation Pour Tous les Travailleurs. Ainsi, la LMR fut la seule organisation -- avec des Comités Unitaires de Travailleurs Suisses et Immigrés -- à développer une propagande et une agitation sur ces mots d'ordre.

Si l'initiative fut rejetée relativement fortement (par rapport à 1970), il est cependant nécessaire de souligner que, dans divers quartiers ouvriers, le nombre de OUI fut dangereusement élevé. En outre, conjointement à une attaque contre les revenus des travailleurs, la bourgeoisie, face à des perspectives économiques moins brillantes que par le passé, va accentuer sa politique de stabilisation des immigrés, d'intégration sélective (ce qui veut dire : répression...). Pour les marxistes révolutionnaires il est évident que le renforcement de campagnes systématiques dans les syndicats, dans les entreprises, dans les quartiers contre la xénophobie, pour l'unité des travailleurs, contre toutes les discriminations, reste la tâche prioritaire dans la période actuelle. En outre, avec diverses sections de la IVème Internationale, il s'agira de renforcer des initiatives à l'échelle européenne.

NOTES

- (1) En Suisse, 50.000 citoyens peuvent proposer une modification de la constitution (initiative constitutionnelle) qui devra être soumise au vote. Pour être acceptée, une initiative doit recueillir une double majorité: des voix dans l'ensemble du pays et des cantons.
- (2) Deux organisations d'extrême-droite se sont construites sur le terrain de la xénophobie, l' Action Nationale (qui avait lancé cette initiative) et le Mouvement Républicain (de J. Schwarzenbach).

COREE DU SUD (suite de la page 2)

ces deux derniers décrets, 200 jugements seront prononcés (les incarcérations dépassant le millier) dont une vingtaine de condamnations à mort, (les dernières en date étant celle de Mme Chae Soo Jung, prononcée le 16 octobre et de Mun Sekwang, auteur de la tentative d'assassinat contre Park, le 15 août, prononcée le 19 octobre).

Malgré cet ensemble de mesures et l'action de la CIA sud-coréenne -- qui a été jusqu'à occuper l'intérieur des universités -- Park n'a pas réussi à briser la lutte contre la dictature et a dû opérer à plusieurs reprises des reculs tactiques, comme c'est le cas aujourd'hui. Son prédécesseur était tombé à la suite d'une série d'émeutes étudiantes qui avaient éclaté en 1961. En 1965, le mouvement universitaire relança une campagne contre la pénétration en Corée de l'impérialisme japonais. En avril 1971, aux élections présidentielles, il ne pourra empêcher, malgré la fraude, Kim Dae Jung

de recueillir 46% des suffrages, et il n'obtiendra, en février 1973, la majorité au Parlement que parce qu'un tiers de ses membres seront nommés ! La fin de l'année vit de nouvelles explosions de luttes à la suite de l'enlèvement de Kim Dae Jung à Tokyo et les tortures sévères subies par les militants en prison.

A tel point que Park se vit obligé de limoger le chef détesté de la CIA, Lee Hu Rak, et d'opérer un remaniement ministériel -- avant de durcir à nouveau la répression. Le 15 août 1974, la femme de Park mourrait lors d'une tentative d'assassinat du dictateur faite par un ressortissant coréen du Japon. Et un régime qui se trouve obligé de payer des condamnés de droit commun pour qu'ils se coupent le petit doigt en public devant l'ambassade du Japon après la mort de la femme du président, pour faire croire à un soutien populaire, n'est pas un régime fort !

Le développement des mouvements d'opposition n'est pas seul à manifester la faiblesse essentielle du régime sud-coréen. Elle apparaît aussi dans la répression qui frappe bien au-delà du mouvement étudiant. Elle touche l'élite intellectuelle (tel le poète Kim Chi Ha), la hiérarchie chrétienne, l'évêque de Wonju, Mgr Daniel Chi, et le pasteur Pak Hyong Kyu ayant été, par exemple, chacun condamné à 15 ans de prison; les milieux professoraux (l'enseignant Lee Sung Hee de l'université de Chonju est notamment condamné à mort), des journalistes, des avocats, etc.. La crise atteint l'intérieur du régime même. Depuis le début de 1973 de nombreux hauts dignitaires de l'armée ont été limogés et parfois condamnés à 15 ans de prison (tel le général Yoon Pil Yong, bouc émissaire de la corruption généralisée), deux anciens chefs de la CIA sud-coréenne ont été remerciés ou se sont enfuits aux USA, l'assistant spécial du président pour les affaires de sécurité s'est "noyé" au cours d'une partie de pêche.

Le régime ne s'écroulera pourtant pas facilement. Parce qu'il s'appuie sur une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, une police politique et un climat de terreur qui rend très difficile le développement des mouvements d'opposition. Et surtout parce qu'il est étroitement lié à l'impérialisme -- et tout particulièrement aux impérialismes américain et japonais. Le "froid" qui s'est manifesté cet été entre Séoul et Washington et Tokyo ne doit pas faire illusion. Le Congrès américain a bien menacé de réduire les crédits accordés à la Corée du Sud. Et le gouvernement Tanaka n'a pu que protester contre l'enlèvement, sur le sol japonais de Kim Dae Jung par la CIA sud-coréenne, la condamnation à Séoul de deux ressortissants japonais et la série de violentes manifestations anti-japonaises qui ont suivi l'attentat du 15 août. Il n'empêche que le régime Park est leur création. Dès le 11 septembre l'accord était rétabli entre Tokyo et Séoul et le président Tanaka promettait de surveiller encore plus étroitement les organisations anti-Park actives au Japon. Plus fondamentalement, la Corée du Sud occupe une place clé dans le système occidental en extrême-orient et représente un pays dominé largement par le développement de l'impérialisme japonais. Séoul tente actuellement de diversifier ses relations économiques en direction de l'Europe (et notamment de la RFA et de la France) et est soutenu par un large consortium des principales puissances impérialistes. Des crédits lui sont, par exemple, fournis par le biais de l'IECOK (International Economic Consultation on Corea -- Consultation Economique Internationale sur la Corée) créée en 1966 sous l'égide de la Banque Mondiale et qui regroupe neuf pays : USA, Canada, Japon RFA, France, Italie, Belgique, Australie, Grande Bretagne.

Mais les USA et le Japon occupent ici une place décisive. Les Etats-Unis sont le premier client et le deuxième fournisseur, le Japon est le second client et le premier fournisseur de la Corée du Sud. A eux deux, ils représentent 87% des exportations et 67% des importations du pays. Les investissements nippons sont considérables, car le pays offre stabilité politique, main d'oeuvre à très bon marché, facilité extrême d'exportation des biens et capitaux, zones industrielles protégées abandonnées aux capitaux étrangers, et il permet aux japonais d'y exporter leurs industries les plus polluantes.

Le gouvernement américain a montré à plusieurs reprises comment il était capable de changer brutalement d'homme au cas où la crise leur paraît trop grave, tel le renversement de Diem au Sud-Vietnam en 1963 et de Thanom-Praphass en Thaïlande en 1973. Mais les enjeux sont trop importants pour qu'ils ne cherchent pas, même alors, à garantir la sécurité des investissements en Corée du Sud et le maintien de Séoul dans le système de domination impérialiste de la région. Et le gouvernement Tanaka, en présentant à l'ONU une résolution visant à défendre le régime fantoche de Lon Nol contre le GRUNK et en soutenant vigoureusement les projets d'aide multilatérale à Saïgon lors de la dernière réunion de la Banque Mondiale, vient d'administrer de nouvelles preuves, s'il en était besoin, du rôle crucial contre-révolutionnaire qu'il est prêt à jouer dans la région. L'exemple même de la Thaïlande est là pour montrer qu'un changement de personne -- ou même de régime -- ne ferait qu'ouvrir une nouvelle phase de lutte pour le socialisme.

Mais la tâche la plus immédiate reste la lutte pour sauver la vie des prisonniers politiques en Corée du Sud et obtenir leur libération des geôles de Park. La dépendance même du régime de Park par rapport à l'impérialisme fait qu'il est sensible au développement de la solidarité internationale. Le cas de Kim Chi Ha, d'abord condamné à mort et qui a vu sa peine commuée en prison à vie avec 3 autres prisonniers après la multiplication de protestations dans le monde est un exemple de ce qui peut être fait.

La IVème Internationale réaffirme son soutien à la lutte contre Park et pour sauver les prisonniers politiques sud-coréens, et elle appelle tous les militants anti-impérialistes à s'y joindre !

INPRECOR
22 octobre 1973